

# RÉVOLUTION ou GUERRE

## #21

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Juin 2022



### Sommaire

Le prolétariat peut-il entraver la marche à la guerre généralisée ?

#### Situation internationale

Le camp prolétarien et le danger de la guerre impérialiste généralisée

Appel de la Tendance communiste internationaliste à la formation de comités « non à la guerre, oui à la guerre de classe »

Thèses sur la signification de la guerre en Ukraine

#### Débat au sein du camp prolétarien

Lettre et commentaires critiques de la TCI sur les thèses

Contribution : capitalisme et démocratie bourgeoise

E-mail : [intleftcom@gmail.com](mailto:intleftcom@gmail.com), site web : [www.igcl.org](http://www.igcl.org)

4 dollars/3 euros

## Sommaire

Le prolétariat peut-il entraver la marche à la guerre généralisée ? .....	1
<b>Situation internationale</b>	
Le camp prolétarien et le danger de la guerre impérialiste généralisée .....	3
Appel de la Tendance communiste internationaliste à la formation de comité « non à la guerre, oui à la guerre de classe » .....	8
Thèses sur la signification de la guerre en Ukraine .....	10
<b>Débat au sein du camp prolétarien</b>	
Lettre et commentaires critiques de la TCI sur les thèses .....	17
Contribution : capitalisme et démocratie bourgeoise .....	20

## Appel à souscription

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons. L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux. S'ils veulent recevoir régulièrement la revue et être au courant de nos communiqués, ils peuvent nous envoyer leur email à [intleftcom@gmail.com](mailto:intleftcom@gmail.com).

**Avertissement aux lecteurs et contacts qui voudraient nous écrire à partir de notre site web. Notre adresse ne fonctionne pas. Pour nous contacter – outre nos pages facebook –, il faut écrire à l'adresse mail suivante : [intleftcom@gmail.com](mailto:intleftcom@gmail.com)**

## Le prolétariat international peut-il entraver la marche à la guerre généralisée ?

Quatre mois que la guerre impérialiste fait rage en Ukraine. Des villes entières sont dévastées ; des millions de civils, femmes, enfants, bébés, vieillards, ont abandonné leur domicile, fuyant les bombes ; des milliers d'entre eux sont morts ou blessés, traumatisés à vie ; exactions et viols se multiplient rajoutant à la terreur ; des dizaines de milliers de soldats ont déjà été tués, ukrainiens et russes ; des centaines de milliers d'autres sont blessés, estropiés, mutilés. Ces images d'immeubles éventrés, de ponts détruits, de civils hagards au milieu des ruines, à la recherche d'eau ou de ravitaillement, nous renvoient à celles de la fin de la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale ; à l'Allemagne de 1945, à Berlin, Dresde, Cologne ; aux ports de la Manche et de la Mer du Nord sous les gravats, Rotterdam, Anvers, Hambourg, Le Havre ; aux exodes massifs de millions de réfugiés rejetés d'un pays à l'autre. Pour l'Europe, le réveil est difficile. L'Union européenne et l'intégration économique n'étaient-elles pas garantes de la paix ? Or la guerre impérialiste y est de retour. Sanglante.

Pour autant, elle n'avait jamais disparu du monde capitaliste. Les ruines de Marioupol ne sont pas non plus s'en rappeler celles d'Alep en Syrie en 2015-2016 ; l'afflux de réfugiés aux postes frontières polonaises celui aux postes frontières turcs. Il est un fait : la guerre impérialiste est une donnée permanente du capital et de l'impérialisme. Mais relever la permanence de la guerre impérialiste ne suffit pas. Toutes les guerres ne sont pas égales ; n'ont pas la même ampleur ; ni la même signification ; ni n'expriment la même dynamique et les mêmes enjeux. Pour nous limiter aux deux guerres les plus sanglantes de ces dernières années, celles de Syrie et d'Ukraine, elles apparaissent en soi tout aussi barbares, dévastatrices, meurtrières et terrorisantes l'une que l'autre. De plus, elles mettent au prise les mêmes protagonistes, Russie d'un côté et puissances occidentales de l'autre, ces dernières réunies sous l'égide américaine. En ce sens, on peut dire que les dynamiques et contrastes impérialistes qui s'étaient révélés en Syrie ont mené à l'invasion militaire russe en Ukraine. Il y a donc similitude et continuité entre les deux.

Mais il y a aussi rupture, ou plutôt un saut qualitatif entre l'une et l'autre. La guerre en Ukraine marque le premier acte de la marche ouverte et forcée à la guerre impérialiste généralisée, une Troisième Guerre mondiale, seule réponse ou issue du capitalisme à sa crise économique ; et marche dans laquelle chaque bourgeoisie, à commencer par les plus puissantes, est contrainte, forcée, de s'engager et d'imposer à ses populations. Jusqu'alors, les poussées, la dynamique ou procès, vers la guerre impérialiste généralisée,

n'étaient pas directes, ne semblaient pas animer de manière immédiate les politiques externes et internes des uns et des autres. Certes, les états-majors militaires travaillaient déjà sur le retour de la guerre dite « de haute intensité », celle-là même qui se déroule aujourd'hui sous nos yeux. Certes, les budgets et les dépenses d'armement ne cessaient de croître d'année en année<sup>1</sup>. Certes, suite à la pandémie de Covid et les pénuries de matériels médicaux, l'exigence du retour à la production des biens dits essentiels sur le territoire national, c'est-à-dire « essentiels » à la défense de chaque capital national, marquait une rupture pour centraliser, organiser et planifier les grands axes de la production nationale, indispensable et propre à l'établissement d'une économie de guerre. Avec la crise et donc la concurrence à mort entre chaque capital national, la guerre généralisée en tant que tendance et devenir tendait déjà à dicter le cours des événements et des politiques.

Mais avec la guerre en Ukraine, la question de la guerre impérialiste généralisée devient un élément, un facteur, direct de la situation au point de précipiter les décisions conscientes de la classe dominante. « Nous allons durablement devoir nous organiser dans une économie de guerre » disait, pas plus tard qu'hier, le président français Macron. La guerre en Ukraine provoque des réactions en cascade de la part de chaque impérialisme que la guerre en Syrie n'avait pas, et ne pouvait pas, produire. Ou du moins n'exigeait pas de produire. Le plus significatif ? Le réarmement massif de l'Europe, à commencer par l'Allemagne pourtant traumatisée par les deux guerres mondiales et la catastrophe finale de 1945. La décision allemande est en soi une autre rupture historique. Mais c'est toute l'Europe, jusqu'au petit Danemark, qui a décidé de relancer les dépenses militaires. Autre rupture historique suite à l'invasion russe en Ukraine, la Suède et la Finlande, traditionnellement « neutres », ont décidé de rejoindre l'Otan ; et en passant renforcer l'étreinte sur la Russie... que Poutine cherchait pourtant à desserrer en envahissant l'Ukraine. Bref, le danger et la dynamique vers la guerre impérialiste généralisée qu'exprime la guerre en Ukraine obligent chacun à la relance des dépenses de défense militaire et de l'industrie d'armement ; et surtout, à rechercher alliance politique et militaire provoquant alignements et polarisation impérialiste accrue. Voilà pourquoi nous disons qu'il s'agit d'un pas important dans la marche à la guerre généralisée.

Au même moment, du fait même de la guerre, l'alignement contraint des principales puissances européennes

1 . Les dépenses mondiales pour le seul armement nucléaire ont augmenté de 9 % l'an dernier (Rapport de l'Ican, International Campaign to Abolish Nuclear Weapons, juin 2022).

occidentales, la France au premier chef, derrière les États-Unis autorisent ces derniers à pouvoir accentuer encore plus leurs pressions impérialistes et militaires sur la Chine ; autour de Taïwan et de son détroit. De même, et à une échelle plus locale mais non moins significative des dynamiques en présence, Israël qui avait essayé de servir d'intermédiaire entre la Russie et l'Ukraine courant mars, n'hésite plus à bombarder l'aéroport de Damas et à s'en prendre, de fait, à la présence russe en Syrie. Ce n'est pas seulement la polarisation impérialiste que la guerre actuelle relance comme jamais depuis 1945, mais aussi les pressions, menaces et interventions militaires.

L'engrenage impérialiste et militaire vers la guerre généralisée est enclenché. Il ne s'agit donc pas de relever la *permanence* en soi de la guerre sous le capitalisme, « toute vérité abstraite devient une phrase si on l'applique à **n'importe quelle situation concrète** » disait Lénine. Mais il s'agit de comprendre le cours des événements à partir de la guerre impérialiste telle qu'elle se développe concrètement, historique-

ment, dans la réalité en mouvement, pour pouvoir saisir les potentialités de réponse à cette marche à la guerre et dégager orientations et mots d'ordre pour ce combat. Car il y a une réponse potentielle. Car, il est un autre élément qui intervient dans l'équation historique : la réalité, en mouvement, de la lutte des classes.

La guerre en Ukraine, premier moment du procès vers la 3<sup>e</sup> guerre impérialiste généralisée, oblige chaque bourgeoisie nationale à relancer encore plus ses attaques économiques et politico-idéologiques contre chaque prolétariat. Il ne s'agit plus simplement de lui présenter la facture de la crise mais aussi et surtout celle des sacrifices indispensables aux dépenses militaires ; pour le prolétariat en Europe pour qui la rupture est brutale, de la mise en place de l'*économie de guerre*, du réarmement allemand, du renforcement de l'Otan et des livraisons d'armes et de vivres à l'Ukraine. D'ores et déjà, c'est principalement lui qui paie le prix de l'inflation généralisée – en particulier du gaz, de l'essence et des céréales – et l'intensification de l'exploitation sur les lieux de travail que la crise et la guerre, se conjuguant l'une l'autre, provoquent. Et c'est là, précisément dans ses attaques redoublées, concrètes et bien ciblées pour la guerre et contre les conditions de vie et de travail du prolétariat international que résident les bases matérielles et historiques d'une

réaction possible, voire d'un *freinage* du cours vers la guerre impérialiste généralisée. Et cela sur tous les continents.

Il ne s'agit donc pas de répéter et chanter en toute occasion, dogmatiquement, des formules répétées depuis plus de cinquante ans maintenant telles que *le prolétariat n'est pas battu*, ou encore *qu'il n'est pas prêt à accepter les sacrifices pour la guerre*. Insuffisant et impuissant, quand ce n'est pas tout simplement la phrase anarchisante et radicale traditionnelle du gauchisme.

Le constat tiré du rapport entre guerre et lutte des classes est clair : le prolétariat est impuissant à empêcher les guerres impérialistes locales, y compris aujourd'hui la guerre en Ukraine. Cela signifie que le rapport des forces international entre bourgeoisie et prolétariat n'est pas en faveur de ce dernier. Mais ce constat objectif, matériel, ne dit pas que ce rapport soit figé et que la lutte entre classes n'est pas, n'est plus, ou bien encore serait mise entre parenthèse jusqu'à un réveil hypothétique et soudain, *la révélation tombant du ciel*,



Ukraine ? Karkhiv ? Marioupol ?  
Non, Dresde 1945...

des masses prolétariennes. Il convient de relever quelle est la dynamique même, le mouvement, le *cours*, de ce rapport *dialectique* entre les classes : **du fait de la guerre, et sous l'initiative et l'offensive de la classe dominante, la lutte des classes va s'exacerber et s'intensifier jusqu'à des affrontements massifs et historiques** ; et cela, dans les termes, les terrains et le timing que chaque bourgeoisie va chercher à imposer. Alors, nous pouvons commencer à voir poindre, émerger, les conditions concrètes des enjeux et batailles diverses et successives que la bourgeoisie va mener contre le prolétariat et que celui-ci ne pourra pas esquiver. Orientations et mots d'ordre vont donc se préciser et la réalisation pratique du principe de l'internationalisme prolétarien se décliner selon les lieux et moments, au fur et à mesure du développement de l'affrontement de classe. C'est précisément pour cette raison que nous soutenons l'appel de la TCI, et son contenu politique, à la formation de comités *Non à la guerre, oui à la guerre de classe*.<sup>2</sup> Le cours des événements appellera bien d'autres mots d'ordre. Inévitablement. Aux groupes communistes de s'y préparer à partir de la réalité, en mouvement, de la lutte des classes !

Révolution ou guerre, 14 juin 2022

2 . cf. l'Appel de la TCI, page 8 dans ce numéro.

## Sur les différentes prises de position des groupes révolutionnaires depuis l'invasion de l'Ukraine : la question du danger de la guerre impérialiste généralisée

Depuis que la Russie a envahi l'Ukraine, il y a eu de nombreuses déclarations de groupes de la Gauche communiste qui sont restés fidèles à l'internationalisme prolétarien. Ce qui ressort des réactions de ces révolutionnaires, c'est que la principale ligne de confrontation, ou de bataille, au sein du camp prolétarien tourne autour de la reconnaissance ou de la négation que cette guerre impérialiste en Ukraine est à la fois une expression et un facteur de la dynamique et de la pression inéluctable du capitalisme vers une guerre impérialiste généralisée ; vers la Troisième Guerre mondiale. Selon le positionnement d'un côté ou l'autre de cette ligne, la revendication de l'internationalisme prolétarien prend un caractère concret et efficace pour la lutte du prolétariat, c'est-à-dire basé sur des faits historiques matériels, ou reste une revendication abstraite et intemporelle basée simplement sur les sentiments et la morale. Il est certain que la seconde approche ne peut qu'ouvrir la voie à une sorte de *pacifisme* moral puisqu'elle n'enracine pas l'internationalisme sur le terrain très matériel de la relation dialectique entre le processus même de la guerre impérialiste et celui de la lutte des classes, qui se synthétise dans l'alternative « révolution prolétarienne internationale ou de la guerre impérialiste généralisée », *révolution ou guerre*.

Nous laisserons de côté le cas honteux de trahison des principes internationalistes par le groupe Mouvement Communiste, qui a avancé la position absurde selon laquelle la résistance armée en Ukraine est une expression de l'auto-organisation populaire plutôt que l'initiative d'un État qui a réussi à coordonner le réapprovisionnement en armes de l'Occident et à militariser la société au nom d'une guerre défensive sacrée contre la Russie.

Ainsi, à l'exception de ce groupe et à notre connaissance, l'ensemble des composantes du camp révolutionnaire, de sa droite à sa gauche a adopté des déclarations internationalistes claires contre la guerre impérialiste en Ukraine, appelant les prolétaires à rejeter toute participation à l'un ou l'autre camp. En son sein, l'ensemble des groupes se réclamant de la Gauche communiste ont appelé les prolétaires à se situer, plus ou moins concrètement, sur le terrain de la lutte des classes comme seule réponse à développer face à la guerre impérialiste en Europe. Comme tous, les groupes dits bordiguistes – les différents *Parti communiste international* – ont appelé « les prolétaires [à] pas se laisser prendre au piège d'une prétendue 'solidarité humanitaire' qui ne sert que les visées impérialistes ; (...) à [ne pas] prendre partie pour l'un ou l'autre camp en conflit qui sont tous ses adversaires. » (*Le prolétaire*). Leur insistance portait sur

les slogans « transformer la guerre impérialiste en révolution » (PCI-Il Partito Comunista) et « défaitisme révolutionnaire contre toutes les bourgeoisies et leurs Etats ! » (PCI – Il Programa comunista)<sup>3</sup>. Si nous pensons relativement générale pour l'instant l'orientation de transformer cette guerre impérialiste en révolution, nous partageons le rapport que ce dernier groupe établit entre la lutte des classes et l'affrontement à la guerre et les orientations mises en avant : « La seule voie pour éviter d'autres massacres passe par : 1) le refus des sacrifices économiques et sociaux au nom de 'l'économie nationale' ; 2) l'organisation de la lutte et de la défense des conditions de vie et de travail des prolétaires pour gêner sérieusement l'engagement guerrier de la bourgeoisie ; 3) la rupture ouverte de la paix sociale et le retour décisif aux méthodes et aux objectifs de la lutte de classe, la seule véritable solidarité internationaliste des prolétaires, tant dans les métropoles que dans les périphéries impérialistes ; 4) le refus de tout engagement partisan (nationaliste, religieux, patriotique, mercenaire, humanitaire, pacifiste) en faveur d'un quelconque front impérialiste ; 5) la grève générale contre tous les types de mobilisation guerrière. »<sup>4</sup>

Maintenant, au-delà de ces orientations et mots d'ordre corrects pour le prolétariat et à cause de leur position de base sur le parti et la négation de l'existence d'un camp prolétarien composé de différents groupes communistes, ils sont incapables de présenter une quelconque orientation pour rendre la voix internationaliste conséquente plus large et plus efficace et, **surtout**, faire de ce moment un moment de la lutte pour le parti en proposant une quelconque initiative au prolétariat dans laquelle les autres groupes révolutionnaires et communistes puissent rassembler leurs forces, ou se décanter, se sélectionner, préciser sur les bases de ces orientations et mots d'ordre.

Néanmoins, certaines initiatives et certains appels ont été lancés. Parmi eux, par la Tendance communiste internationaliste et le Courant communiste international. Tous deux sont restés fidèles aux principes prolétariens face à la tempête historique provoquée par l'invasion de la Russie. La différence fondamentale entre les deux démarches politique porte sur leur positionnement opposé, et en fait de principe, par rapport à la question centrale de notre époque : la perspective de la guerre impérialiste généralisée.

3 . In order their respective websites: <http://www.pcint.org/>; <https://www.international-communist-party.org> and <https://www.internationalcommunistparty.org>.

4 . Tract daté du 21 février 2022 de ce PCI dont la publication en français est *Cahiers internationalistes*

## La prise de position conjointe de groupes de la Gauche communiste (CCI)<sup>5</sup>

L'initiative des groupes révolutionnaires que nous qualifierions d'opportunistes, à savoir le CCI et Internationalist Voice, que l'Institut Onorato Damen a rejoint, met en avant la permanence de la guerre impérialiste sous le capitalisme et nie la réalité en cours d'une consolidation des blocs impérialistes. Ce point sur la *permanence de la guerre* est un clin d'œil à peine voilé à la décomposition, le cheval de Troie du CCI par lequel il introduit l'idéalisme bourgeois dans la doctrine révolutionnaire du prolétariat. Après tout, si la guerre doit simplement être comprise comme une caractéristique permanente de la société capitaliste – ce que nous ne nions pas mais qui est une compréhension ahistorique et abstraite – alors nous sommes arrivés à une situation dans laquelle l'histoire est au point mort. Ce point de vue est cohérent avec la théorie du CCI selon laquelle il y aurait eu une impasse dans le rapport de forces entre la bourgeoisie et le prolétariat, qui aurait à son tour conduit à une nouvelle phase de décadence capitaliste qu'il appelle Décomposition, une phase d'ailleurs dans laquelle le facteur déterminant du développement historique n'est plus la lutte entre les classes en conflit dans la société mais plutôt l'effet de la Décomposition sur la société dans son ensemble. Avec une telle théorie, qui parvient à la fois à tout expliquer et à ne rien expliquer, on ne peut pas doter les masses prolétariennes de la doctrine nécessaire à leur émancipation car cette théorie ne permet pas de prendre en compte la réalité à laquelle le prolétariat est confronté, la perspective réelle et de plus en plus présente d'une guerre généralisée entre États dotés de l'arme nucléaire. Par conséquent, cette partie de la dénonciation formellement correcte de l'impérialisme et du soutien à l'internationalisme prolétarien du camp prolétarien est minée et rendue abstraite et inutile par le fait que le CCI est incapable de relier ces principes corrects aux enjeux concrets auxquels le prolétariat est confronté, ce qui rend impossible de fonder une politique d'avant-garde cohérente sur de telles théories.

Pourquoi ce genre de déclaration d'internationalisme abstrait est-elle inutile et même dangereuse pour le prolétariat ? Pourquoi ouvre-t-elle la voie au pacifisme petit-bourgeois ? Parce que nier la dynamique et l'action active de la perspective de la troisième guerre mondiale généralisée rend impossible de répondre à la situation et aux politiques très concrètes que le facteur *guerre impérialiste généralisée* détermine ; en particulier la lutte de classe bourgeoise contre le prolétariat, son terrain, ses batailles et son timing. Le CCI a rejeté en

2007, lors de son 17e congrès, toute perspective de guerre impérialiste généralisée en raison de la théorie idéaliste et opportuniste de la décomposition - « *le spectre de la guerre mondiale ne hante plus la planète* » parce que « *la nouvelle période ouvre la voie [à] la destruction de l'humanité non pas par une guerre apocalyptique, mais par une avancée progressive de la décomposition.* »<sup>6</sup> Cette trahison ouverte d'une position fondamentale du marxisme et de la Gauche communiste le rend incapable de comprendre les enjeux de la guerre impérialiste actuelle en Ukraine, en particulier le fait qu'elle marque une étape dans la progression vers une troisième guerre mondiale. En effet, au nom du « chacun pour soi » (le chaos croissant provoqué par la décomposition), il exclut et même nie la réalité du (processus contradictoire) de la polarisation impérialiste. Ainsi, les tenants de ce déni sont incapables de comprendre et de dénoncer aux yeux du prolétariat les enjeux mêmes d'une telle polarisation sur les situations nationales. et en particulier sur les attaques spécifiques que les travailleurs subiront, subissent déjà. Par exemple, en fonction des contrastes et des alignements impérialistes, le choix des thèmes idéologiques que chaque classe dominante emploiera contre son propre prolétariat ne sera pas le même, ni ne sera décliné de la même manière. Déjà avant la guerre en Ukraine, mais renforcé avec elle, le thème idéologique démocratique pour l'enrôlement du prolétariat des puissances occidentales est très clair : contre l'illibéralisme et les pouvoirs autoritaires. Ainsi, la mystification démocratique pour l'enrôlement du prolétariat dans la guerre n'est pas déclinée de la même manière qu'elle pouvait encore l'être, il y a encore quelques mois, en Europe occidentale. Par exemple, l'antiaméricanisme et l'anti-Trumpisme traditionnels en France, mais très partagés ces derniers temps par l'Allemagne et d'autres pays lorsque ces puissances pouvaient « rêver » de prendre leur distance et de s'opposer aux avancées de l'impérialisme américain, se sont maintenant estompés.<sup>7</sup>

Il en va de même pour expliquer et comprendre le réarmement massif que la bourgeoisie allemande a décidé dans l'urgence. Le fait que ce virage à 180 degrés dans la politique impérialiste allemande depuis 1945 ait des difficultés à trouver le personnel politique ou la fraction bourgeoise pour le mettre pleinement en œuvre –

5 . <https://en.internationalism.org/content/17159/joint-statement-groups-international-communist-left-about-war-ukraine>

6 . Résolutions sur la situation internationale respectivement des 17<sup>e</sup> (2007) et 15<sup>e</sup> (2005) congrès du CCI. Voir les commentaires d'alors de la Fraction interne du CCI dans *Bulletin communiste* 21 et 41 ([http://fractioncommuniste.org/ficci\\_fra/b21/b21-2.php](http://fractioncommuniste.org/ficci_fra/b21/b21-2.php) et [http://fractioncommuniste.org/ficci\\_fra/b41/b41\\_5.php](http://fractioncommuniste.org/ficci_fra/b41/b41_5.php))

7 . Nous ne sommes pas en mesure ici d'étudier comment la brutale invasion russe de l'Ukraine peut modifier le thème idéologique que la bourgeoisie chinoise utilise pour tenter d'enrôler son propre prolétariat : par exemple, il pourrait être plus difficile de présenter les États-Unis comme le seul pays belliciste.

nul doute qu'il finira par trouver le personnel politique adéquat – a, aura, des conséquences pour le prolétariat en Allemagne : il paiera non seulement pour la crise mais pour ce réarmement et la production militaire. Ainsi, le terrain et le moment des attaques bourgeoises contre le prolétariat changent *de facto*. C'est aux groupes communistes de répondre aux enjeux réels et de présenter des orientations et des slogans pour lutter contre les implications sur les conditions de vie et de lutte du prolétariat de ces dépenses militaires et de la croissance de l'industrie militaire. Quant au prolétariat en Suède et en Finlande, le terrain et le calendrier de la lutte de classe menée par leur propre classe dirigeante vont « changer » et être déterminés par l'adhésion nouvelle et inattendue de ces deux pays traditionnellement neutres à l'Otan. La politique traditionnelle de chacun de ses États, à base d'une idéologie neutraliste et de la mystification pacifiste portée contre le prolétariat depuis 1945 vient de connaître un virage à 180 degrés.

Ne serait-ce qu'avec cette question particulière de la polarisation impérialiste, nous pouvons voir comment la guerre impérialiste en Ukraine, non pas en soi, non pas parce que *la guerre est permanente sous le capitalisme*, mais précisément **aujourd'hui**, en 2022, est une expression de la poussée actuelle vers la guerre impérialiste généralisée, un produit et un facteur aggravant et accélérateur de celle-ci. C'est le cours ou le processus vers la guerre impérialiste généralisée, comme expression la plus élevée de la crise économique et de l'impasse du capitalisme, qui définit, délimite, donne le cadre concret des enjeux, du terrain et du moment de la lutte de classe, celle que les classes dirigeantes développent et mènent contre le prolétariat, dans chaque pays et conformément à leur histoire-tradition nationale et aux nouveaux besoins impérialistes actuels.

Nous pourrions ajouter à notre argumentation les autres contradictions et conflits dramatiques que le pas vers la guerre impérialiste généralisée franchi en Ukraine provoque. Par exemple, la recherche de la sécurisation de l'accès aux matières premières, gaz, pétrole, mais aussi du lithium ou des terres rares, et même de l'agriculture comme les céréales, devient plus aiguë entre les puissances. En particulier, au-delà des pays d'Afrique et d'Amérique menacés par une famine de masse, elles deviennent un enjeu et une préoccupation cruciale pour les puissances européennes. Précisément parce qu'elles sont « piégées » avec la guerre en Ukraine. Contraintes de couper le commerce énergétique avec la Russie, elles sont incroyablement et dangereusement dépendantes des États-Unis tout comme la guerre en Ukraine les rend totalement dépendantes de l'Otan au niveau militaire, révélant ainsi l'énorme division de l'Union européenne sur son avenir impérialiste et de défense militaire. Ainsi, inéluctablement, tout cela a déjà – il suffit de voir l'inflation croissante –

et aura des conséquences directes pour le prolétariat. Le même type de guerre aurait été – il pourrait l'être un jour mais il se déclencherait à la suite de la guerre actuelle en Ukraine – possible par l'invasion de Taïpei par la Chine. Mais les implications directes et les conséquences de toutes sortes, en particulier sur la lutte des classes, auraient été différentes – même si pas moins dramatiques et graves. Ainsi, la question n'est pas de s'opposer à la guerre impérialiste en général, car elle serait *permanente*, mais au processus concret actuel de la guerre impérialiste généralisée se frayant un chemin. S'il en était besoin, la guerre impérialiste en Ukraine, la guerre en Europe, vient confirmer que ce n'est pas seulement la crise économique en elle-même mais la réponse bourgeoise à celle-ci, la dynamique vers la guerre impérialiste généralisée, qui détermine, en dernière instance, non mécaniquement, les différents aspects de la situation. Cela rend ceux, comme le CCI, qui rejettent le principe marxiste et de la Gauche communiste sur la guerre impérialiste généralisée ainsi que l'actualité de l'alternative historique, « révolution prolétarienne internationale ou guerre impérialiste généralisée », inutiles pour le prolétariat parce qu'incapables de fournir des orientations et des slogans concrets et efficaces dans les situations mêmes ; et plus encore, cela les rend dangereux parce qu'ils seront de plus en plus, d'abord soumis, puis ensuite vecteur d'un pacifisme moderne dans les rangs du prolétariat. Un appel abstrait et atemporel à « *la reconnaissance que seule la classe ouvrière et sa lutte révolutionnaire peuvent mettre fin au système qui est basé sur l'exploitation de la force de travail et qui génère en permanence la guerre impérialiste* » (déclaration du CCI, soulignée par nous), parce que valable à tout moment, ouvre la porte à une sorte de pacifisme moderne, parce qu'il n'est pas enraciné dans la dynamique même du processus authentique de la lutte des classes dont le cours historique est déterminé par l'alternative révolution ou guerre et par la dynamique actuelle et les étapes vers une troisième guerre mondiale.

Ainsi, la référence et l'appel à des conférences du type Zimmerwald reste une pure phrase car les conditions pour un ensemble de conférences Zimmerwald-Khiental n'existent pas aujourd'hui comme l'ont défendu les camarades de la TCI. En particulier, et sans entrer dans la situation même du camp prolétarien aujourd'hui, sa conformation, ses dynamiques opposées – notamment sur la question centrale de la lutte pour le Parti –, ses forces et ses faiblesses, nous ne sommes pas dans une situation, comme en 1914, où les partis de masse du prolétariat avaient trahi du jour au lendemain l'internationalisme prolétarien et laissé les masses prolétariennes qui avaient confiance dans leur parti totalement perdues et désorientées. En passant, il est curieux, voire ironique, de voir le CCI qui rejette tout

danger de guerre impérialiste généralisée, appeler à un nouveau Zimmerwald. Outre le fait que cela lui servirait pour tenter d'exclure les soi-disant parasites d'une telle initiative, en premier lieu notre groupe, accepter son terrain lui permettrait d'imposer son rejet de la perspective et du danger de guerre impérialiste au nom d'une unité artificielle de la conférence. N'est-ce pas précisément ce que l'*Instituto O. Damen* a dû accepter de fait ? Ainsi, dans une telle conférence aujourd'hui, le CCI jouerait le rôle que les centristes kautskistes ont joué au sein des conférences Zimmerwald-Khiental et bloquerait les internationalistes conséquents d'aujourd'hui, ceux qui placent leur action face à la dynamique et aux étapes vers la guerre impérialiste généralisée.

### L'appel de la TCI à des comités « NWBCW »<sup>8</sup>

Sur l'autre ligne politique opposée, celle reconnaissant la réalité de la perspective d'une guerre mondiale et de l'appréciation des enjeux qui en découle, nous avons l'Appel de la Tendance Communiste Internationaliste à mettre en place des comités de lutte. Il vise à regrouper les travailleurs sur la nécessité de faire avancer leurs propres intérêts de classe comme moyen de s'opposer à la marche vers la guerre. La raison pour laquelle nous soutenons cette initiative est le lien établi entre l'opposition à la guerre impérialiste et la lutte de la classe ouvrière. Marx a souligné que c'est ce que le prolétariat est, et non ce que tel ou tel prolétaire croit ou même ce que la majorité des prolétaires à un moment donné croit, qui détermine son caractère révolutionnaire. Cette intuition est parfaitement valable dans la situation actuelle d'aggravation des antagonismes impérialistes. Contrairement au CCI, la TCI est prête à faire face à la situation parce qu'elle reste sur une position de base et des principes clairs sur la question de la guerre impérialiste généralisée. Sa plateforme 2020 lui permet d'affronter correctement, en tant qu'authentique avant-garde politique du prolétariat, l'étape historique que représente la guerre impérialiste en Europe et sa relation, ses implications, pour la lutte des classes :

*« Une fois encore, l'alternative entre guerre impérialiste et révolution prolétarienne est à l'ordre du jour de l'histoire et impose aux révolutionnaires partout dans le monde la nécessité de resserrer leurs rangs. À l'époque du capital monopoliste mondial, aucun pays ne peut échapper aux forces qui conduisent le capitalisme à la guerre. La tendance inéluctable du capitalisme à se diriger vers la guerre se matérialise aujourd'hui par l'attaque généralisée contre les conditions de vie et de travail du prolétariat. Les conditions matérielles de la lutte internationale du prolétariat contre ses exploiters sont donc réunies. »*

Que les prolétaires participant aux grèves et aux luttes

sur leur propre terrain en soient conscients ou non, leurs luttes s'opposent objectivement à la dynamique à la guerre et contiennent en elles-mêmes les germes de la lutte révolutionnaire nécessaire pour mettre un terme définitif à la fois aux guerres en cours qui ont été une caractéristique permanente du capitalisme depuis la Seconde Guerre mondiale et pour empêcher un glissement vers une Troisième Guerre mondiale catastrophique. Pour que cela se produise, l'opposition latente à la guerre présente objectivement dans chaque lutte prolétarienne doit être consciemment assumée à une échelle de masse par les participants aux luttes, ce qui nécessite l'intervention active et la direction de l'avant-garde prolétarienne. Selon nous, c'est l'intention qui sous-tend l'initiative visant à créer des comités No War But Class War (NWBCW) et nous la soutenons donc dans la mesure de nos possibilités.

Entre ces deux positions du camp prolétarien sur la question de la guerre, il en existe une troisième, qui est signée « Fredo Corvo-Anibal et Materia » et publiée sur le blog Left Wing Communism<sup>9</sup>. Malgré le fait qu'elle soit malheureusement signée par des individus (et non des groupes politiques), même s'il s'agit de militants connus, il nous semble important de la mentionner comme une expression authentique au sein du camp révolutionnaire, tant dans son approche que dans son contenu politique. Dans sa contribution de présentation, Corvo émet diverses critiques à l'égard des deux initiatives décrites ci-dessus, la déclaration commune menée par le CCI et l'appel lancé par la TCI pour la création de comités de NWBCW. Certaines des critiques de Fredo Corvo sont fondées, d'autres semblent manquer la cible. Un exemple en est l'affirmation selon laquelle la TCI considère la dévaluation généralisée du capital constant résultant de la guerre mondiale comme une politique consciente menée par les capitalistes/impérialistes conduisant à un nouveau cycle d'accumulation, plutôt que comme une conséquence du conflit impérialiste dans lequel chaque partie cherche à obtenir un avantage concurrentiel en détruisant l'infrastructure économique de ses rivaux, avec pour résultat final la ruine généralisée. Fredo reproche également à l'initiative de la TCI d'exclure les autres groupes de la Gauche communiste et d'être un « programme soft » de la TCI. Nous pensons que toute initiative de création de comités de lutte par un groupe révolutionnaire reflétera nécessairement dans une certaine mesure le programme de ce groupe. En ce qui concerne l'exclusion de l'appel, nous nous référons à la dernière ligne de l'appel : « Si ces points convergent pour l'essentiel avec votre propre position, nous aimerions connaître votre opinion. » Cela ne suggère pas qu'un accord sans réserve avec chaque ligne de l'appel à l'action soit une condition nécessaire

8 . No War But Class War committees : <https://www.leftcom.org/en/articles/2022-04-06/no-war-but-the-class-war-a-call-for-action>

9 . <https://leftdis.wordpress.com/2022/04/21/war-exploitation-and-capitalist-domination-how-and-why-confront-them/>



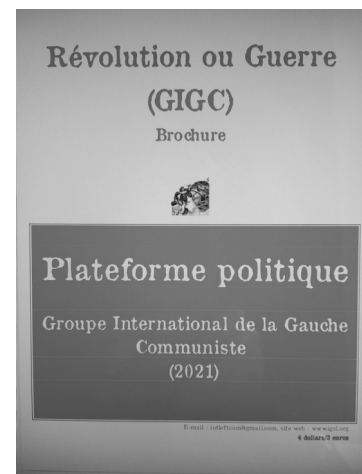
à la participation. L'appel est plus qu'un point de départ adéquat. Les critiques de FC passent à côté du point central, à savoir que l'axe de polarisation qui émerge dans le camp prolétarien est la question de la guerre impérialiste généralisée. Le CCI (représentant la droite opportuniste) rejette cette possibilité. Le TCI (la gauche) le voit et essaie d'agir en conséquence. Ceci étant dit, nous pouvons certainement être d'accord avec FC lorsqu'il critique les réflexes sectaires répandus et nous exhorte à nous référer aux déclarations du camp prolétarien sur la question de la guerre en Ukraine. C'est précisément ce que nous tentons de faire ici. Enfin, nous pensons qu'il est utile de s'adresser aux groupes qui ont une appréciation correcte du lien entre la guerre impérialiste et la lutte de la classe ouvrière, mais qui annoncent prématurément la mort et la non-pertinence des groupes historiques de la Gauche communiste ou qui nient l'existence d'un camp prolétarien. Il y a plusieurs années, lorsque le groupe Emancipation s'appelait encore Nuevo Curso, nous avons soutenu et

fait nôtre leur position sur le *Parti en devenir*. Nous avons repris cette formulation car elle évoque le regroupement en tant que processus impliquant une dynamique entre les différentes composantes du camp prolétarien en relation avec les luttes en cours des masses prolétariennes. Si l'on veut être cohérent avec ce point de vue, on ne peut pas déclarer prématurément la mort de la Gauche communiste et décider à la place de « construire sa propre chapelle ». Nous avons déjà critiqué cette approche adoptée précédemment par *Controverses*. C'est là que Fredo Corvo a tout à fait raison. Les groupes révolutionnaires doivent répondre de manière critique aux initiatives des autres groupes et soutenir ces initiatives lorsqu'elles sont correctes. C'est pourquoi nous appelons les autres groupes du camp révolutionnaire à soutenir l'initiative de création de comités NWBCW ou à expliquer pourquoi ils ne soutiennent pas cette initiative. C'est la façon de travailler à la future Internationale.

Juin 2022

**Lire et commander notre plateforme à :**  
**intleftcom@gmail.com**

**4 dollars ou**  
**3 euros + frais d'envoi**



## Situation internationale

### Contre la guerre impérialiste, pour la guerre de classe Appel internationaliste de la Tendance communiste internationaliste

**N**ous nous associons à l'appel lancé par les camarades de la Tendance communiste internationaliste pour que les révolutionnaires fidèles à l'internationalisme prolétarien se regroupent dans des « comités no war but the class war » [non à la guerre, oui à la guerre de classe]. Nous ne rejoignons pas cette initiative au nom d'un principe internationaliste abstrait valable en tout temps et en toute occasion. Mais parce que cet appel, dont nous partageons chaque point, chaque phrase ou presque, se veut une première réponse à la menace « d'une guerre plus généralisée d'une manière encore jamais vue depuis 1945 ». Si d'aucun pouvait douter jusqu'alors que le capitalisme en crise ne pouvait offrir à l'humanité, inéluctablement, que l'alternative révolution prolétarienne mondiale ou guerre impérialiste généralisée, la guerre en Ukraine a rendu cette perspective ô combien concrète et d'actualité.

Comme le dit la TCI, cet appel à former des comités « 'Contre la guerre, Pour la guerre de classe' est une initiative internationale mais pas un embryon d'Internationale. » Les conditions pour celle-ci sont loin d'être réunies aujourd'hui. De même, toute conférence internationaliste du type de Zimmerwald durant la Première guerre mondiale serait largement prématurée du fait, non pas tant de la situation historique en soi, mais de l'état, en particulier de dispersion et de division, des forces internationalistes - ne serait-ce que parce qu'une partie d'entre elles rejette toute perspective de Troisième guerre mondiale, faisant ainsi de l'internationalisme prolétarien un principe abstrait et en soi qui ne peut déboucher, au mieux, que sur le pacifisme que l'appel de la TCI, à raison, rejette.

Pour l'heure, et vu la réalité limitée des luttes prolétariennes et l'état du camp révolutionnaire, il s'agit de permettre « aux minorités révolutionnaires dispersées d'aujourd'hui de combiner leurs forces et de transmettre le message de la nécessité de se battre à une classe ouvrière plus large. » L'objectif est plus modeste mais correspond tout à fait à la situation actuelle et à ses possibilités. Dans la mesure de nos moyens, nous le faisons nôtre.

Le GIGC, 10 avril 2022

### Contre la guerre, Pour la guerre de classe - Un appel pour agir (TCI, 7 avril 2022)

- 1) L'invasion russe de l'Ukraine n'est pas un acte isolé. C'est le début d'une nouvelle période de rivalités impérialistes qui menace d'une guerre plus généralisée d'une manière encore jamais vue depuis 1945.
- 2) Aucun pays aujourd'hui n'est en dehors du système capitaliste. L'intensification de la rivalité impérialiste est le produit de la crise économique toujours non résolue du capitalisme qui date maintenant depuis plusieurs décennies. Durant cette période, le capitalisme a été contraint de recourir à nombre d'expédients pour gérer sa crise économique provoquée par la baisse du taux de profit. Ce que cela a causé à la classe ouvrière mondiale, c'est une exploitation plus intense, une plus grande précarité des emplois et un déclin continu de la part des travailleurs dans la richesse qu'ils produisent. Non seulement ce système mène à la guerre, mais sa recherche insatiable de profit mène aussi à la destruction de la planète.
- 3) Cependant, la mondialisation, la financiarisation et le soi-disant néolibéralisme, toutes ces réponses à la chute du taux de profit, ont abouti à l'éclatement de l'énorme bulle spéculative mondiale en 2008. Elles n'ont fait que prolonger la crise - pas la résoudre. Les contradictions du système s'accumulent et aucun Etat n'en est immunisé.
- 4) L'une des contradictions les plus flagrantes est que l'Occident a transféré des investissements vers des économies à bas salaires dans les années 1980. Le plus grand bénéficiaire en a été la Chine qui a construit son économie grâce à l'exploitation massive de sa main-d'œuvre à bas salaires pour fournir des produits de base bon marché afin d'alléger la pression à la baisse sur les revenus des travailleurs occidentaux. Cet arrangement avantageux pour le capitalisme mondial a cependant commencé à s'effondrer dès que l'essor économique a permis à la Chine de commencer à concurrencer les États-Unis sur toute la planète. Ce mariage de convenance économique s'est effondré et s'est pleinement révélé après l'éclatement de la bulle spéculative en 2008, intensifiant ainsi les contradictions déjà existantes du système.
- 5) L'éclatement de cette bulle aurait conduit à une crise capitaliste mondiale sans précédent depuis 1929 si les États n'étaient pas intervenus pour absorber les dettes du système financier. Mais 'l'assouplissement quantitatif' n'a, ni résolu la crise globale, ni l'augmentation de l'exploitation à des niveaux inhumains. Ce dont le capitalisme a besoin, c'est d'une dévaluation massive du capital qui va au-delà de l'amortissement des actifs existants et cela nécessite une guerre généralisée. Cette propulsion vers la guerre généralisée a pris de l'am-

pleur depuis un certain temps. Avec de moins en moins d'options ouvertes aux dirigeants du monde, il y a de moins en moins de place pour le compromis sur ce que sont les 'intérêts nationaux'. Plus ils sont désespérés, plus ils sont susceptibles d'utiliser des armes de destruction massive qui menacent l'avenir de l'humanité (en un temps encore plus court que la menace très réelle que représente le changement climatique). En fait, la menace d'une guerre mondiale est liée à la catastrophe environnementale qui se produit déjà en raison de l'épuisement croissant des ressources naturelles et de la destruction de l'environnement provoqués par un système de plus en plus en crise.

6) La seule force capable d'empêcher cette catastrophe, et la guerre en général, est la classe ouvrière mondiale, dont la force collective peut d'abord paralyser l'effort de guerre, puis renverser l'ordre capitaliste. Les travailleurs salariés du monde entier partagent une position objective commune en tant que créateurs de la richesse mondiale qui aboutit dans les mains de leurs exploiters. En tant que tels, ils n'ont aucun pays ni intérêts nationaux à défendre. Eux seuls sont en mesure de créer une nouvelle société sans classes dans laquelle il n'y a pas d'Etats, où la production est coopérative, et conçue pour répondre aux besoins du plus grand nombre et non aux profits de quelques-uns. Ainsi, les conditions existent pour une communauté mondiale de producteurs librement associés où les gens donnent ce qu'ils peuvent et ne prennent que ce dont ils ont besoin.

7) Pour y parvenir, la classe ouvrière a besoin de s'organiser, ou peut-être de se réorganiser. Dans la lutte quotidienne contre les réductions de salaire, etc., les travailleurs seront obligés de former des comités de grève élus et révocables par tous les travailleurs pour unir leur lutte. Mais cela ne suffira pas à stopper les attaques des capitalistes. Les luttes isolées dans un secteur ou sur un lieu de travail sont facilement gérées par les patrons et les syndicats complices. Tous les comités de grève doivent s'unir pour former un mouvement de classe plus large qui puisse entamer le processus de dépassement de l'État existant.

8) Il est inévitable que dans ce processus, certains travailleurs en viennent à reconnaître l'impasse de l'existence capitaliste avant les autres. Il est impératif que ces derniers s'organisent politiquement à un niveau international afin d'offrir une voie claire pour l'avenir. Cela ne se produira pas immédiatement, surtout pas après des décennies de recul des luttes des travailleurs face à l'assaut capitaliste. Cependant, la situation actuelle en Ukraine est un avertissement de ce que les gouvernements réservent aux travailleurs partout dans le monde et nous devons réagir, non seulement à l'exploitation quotidienne, mais aussi aux plans politiques de 'nos' dirigeants.

9) Dans la situation actuelle de désastre humanitaire, nous n'avons pas d'illusion sur la possibilité qu'un mouvement de classe puisse surgir bientôt, même si l'histoire a maintenant pris un nouveau tournant désespéré. Nous devons construire ensemble quelque chose qui s'oppose à la fois à l'exploitation et à la guerre. Même si la crise actuelle en Ukraine se termine par un accord de fortune, cela ne peut que semer les graines pour le prochain cycle de conflits impérialistes. L'invasion de l'Ukraine a déjà jeté la Russie dans les bras de la Chine et rallié l'OTAN et l'UE aux États-Unis et à leurs objectifs.

10) Le capitalisme signifie la guerre et c'est le capitalisme qu'il faut arrêter. Nous proposons donc de mettre en place des comités "No War but the Class War" partout où nous sommes présents et d'inviter à y participer les individus et les groupes qui s'opposent à tous les nationalismes et reconnaissent que la seule guerre qui vaille la peine d'être menée est la guerre de classe pour mettre fin au capitalisme et à ses conflits impérialistes sanglants. Cela permettra aux minorités révolutionnaires dispersées d'aujourd'hui de combiner leurs forces et de transmettre le message de la nécessité de se battre à une classe ouvrière plus large.

11) 'Contre la guerre, Pour la guerre de classe' est une initiative internationale mais pas un embryon d'Internationale. Cela ne se produira que lorsque la guerre de classe se développera en un mouvement capable de s'attaquer à l'ordre capitaliste mondial. Cependant, elle offre une boussole politique pour les révolutionnaires de différents horizons qui rejettent toutes les politiques sociales-démocrates, trotskystes et stalinienne consistant, soit à se ranger carrément d'un côté d'un impérialisme ou d'un autre, soit à décider que l'un ou l'autre est un 'moindre mal' qu'il faut soutenir, soit à approuver le pacifisme qui rejette la nécessité de transformer la guerre impérialiste en guerre de classe, ce qui sème la confusion et désarme la classe ouvrière pour qu'elle n'entreprenne pas sa propre lutte.

12) Enfin, nous devons souligner qu'il ne s'agit pas d'un appel au pacifisme, qui n'est au fond qu'un plaidoyer pour un retour à la 'normale'. Le problème concerne justement cette 'normalité' - c'est-à-dire le système capitaliste lui-même qui génère les forces qui mènent à la guerre. Être contre la guerre sans appeler à la fin du capitalisme, c'est comme attendre que le capital ne produise pas de profits sans renverser le système d'exploitation, alors que ce dernier est la condition nécessaire à l'existence du premier.

Si ces points convergent pour l'essentiel avec votre propre position, nous aimerions connaître votre opinion.

Camarades de la Tendance Communiste  
Internationaliste

## Thèses sur la signification et les conséquences de la guerre impérialiste en Ukraine (2 mars 2022)

**L**es thèses qui suivent ont été discutées, adoptées et publiées moins d'une semaine après le début de la guerre impérialiste en Ukraine provoquée par l'invasion russe. Outre la défense de l'internationalisme prolétarien – cette guerre met au prise deux camps impérialistes et le prolétariat doit rejeter toute participation ou mobilisation derrière l'un des deux –, nous avons estimé de notre devoir en tant qu'avant-garde politique du prolétariat de fournir au plus vite des éléments d'orientation et des lignes politiques de référence face à la tempête démocratique, nationaliste, militariste et guerrière qui se levait et pour la période qui s'ouvre ; et qui sera marquée par la marche à la guerre impérialiste généralisée dans laquelle le capitalisme cherche à nous précipiter. La capacité de notre groupe pour élaborer rapidement ce texte ne doit rien à un mérite particulier ou d'ordre personnel, mais essentiellement au respect des principes du marxisme et au combat permanent de notre groupe pour rester en cohérence avec ceux-ci. Malgré ses positions programmatiques d'origine, 2013, relativement vagues puisqu'elles se contentaient de simplement reprendre les positions de base de la TCI et du CCI – aujourd'hui nous avons une plateforme politique élaborée –, une des principales orientations sur lesquelles le GIGC s'est constitué et sur lesquelles il a centré et développé toutes ses activités, en particulier son intervention dans la classe et vis-à-vis du camp prolétarien, était précisément sur la perspective de l'alternative historique Révolution ou guerre et celle de convaincre que le capitalisme en crise ne pouvait mener à terme qu'à une Troisième Guerre mondiale s'il n'était détruit par l'insurrection et la dictature prolétariennes. Comprendre et intégrer que la guerre impérialiste généralisée, en tant que perspective, est non seulement un produit de la crise du capital mais aussi un facteur déterminant du cours même des événements actuels, des événements précédant dans le temps cette issue fatale, permet de comprendre la dynamique propre aux rivalités impérialistes tout comme celle – les deux sont liées – régissant la lutte entre les classes, à savoir les termes et terrains des attaques que les différentes bourgeoisies nationales sont contraintes de mener contre leur propre prolétariat pour non simplement répondre à la crise – la faire payer au prolétariat – mais aussi pour préparer à la guerre généralisée. Qui pour payer la facture du réarmement généralisé sinon, in fine, le prolétariat ?

Ce n'est pas un hasard si, parmi les réponses, commentaires, critiques que nous avons reçus, nous avons décidé de publier, suite aux thèses, le courrier que la TCI nous a envoyé et qui prend position sur notre document et ses orientations. Dans l'attente d'une réponse plus complète et argumentée de notre part, nous le faisons suivre de quelques rapides commentaires destinés en premier lieu à éclairer le lecteur et sympathisant de la Gauche communiste sur la réalité et le champs de la divergence.

## Thèses sur la signification et les conséquences de la guerre impérialiste en Ukraine

« Les socialistes ont toujours condamné les guerres entre peuples comme une entreprise barbare et bestiale. Mais notre attitude à l'égard de la guerre est foncièrement différente de celle des pacifistes (partisans et propagandistes de la paix) bourgeois et des anarchistes. Nous nous distinguons des premiers en ce sens que nous comprenons le lien inévitable qui rattache les guerres à la lutte des classes à l'intérieur du pays, que nous comprenons qu'il est impossible de supprimer les guerres sans supprimer les classes et sans instaurer le socialisme. »

(Lénine, *Les principes du socialisme et la guerre*, 1915)

### 1) L'alternative historique révolution ou guerre principal facteur de la situation

La thèse du communisme – le communisme étant la négation de toute forme de socialisme en un seul pays à la mode stalinienne ou maoïste – selon laquelle le capitalisme, c'est la guerre, de principe en soi devient aujourd'hui réalité. Une réalité dramatique. Elle est meurtrière pour des millions d'Ukrainiens et des dizaines de milliers de jeunes conscrits russes et leurs familles ; économiquement dévastatrice pour le prolétariat et la population russes ; lourdes de sacrifices pour l'ensemble du prolétariat européen qui, payant déjà pour la crise, va devoir payer pour le réarmement généralisé du « vieux continent » ; et enfin, les conséquences de la guerre en Europe vont aggraver la crise

économique du capital avec une plus grande misère généralisée sur tous les continents. On peut reprendre pour aujourd'hui et à notre compte la thèse de Lénine de 1915 :

« L'époque du capitalisme relativement pacifique est révolue sans retour. L'impérialisme apporte à la classe ouvrière une aggravation inouïe de la lutte des classes, de la misère, du chômage, du coût de la vie, de la domination des trusts, du militarisme, ainsi que la réaction politique qui relève la tête dans tous les pays, même les plus libres. » (Lénine, *Projet de résolution de la Gauche de Zimmerwald*<sup>10</sup>, 1915)

Pour tous ceux qui continuaient à vouloir l'ignorer mal-

<sup>10</sup> . <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1915/08/vil19150820.htm>

gré l'aggravation des tensions impérialistes et la militarisation croissante, l'invasion russe de l'Ukraine et la guerre en Europe lève le voile sur la réalité du monde capitaliste aujourd'hui et le devenir qu'il offre à l'humanité : celui de la guerre impérialiste généralisée. 2020 avait marqué la rupture historique faisant de l'aggravation de la crise – et donc de la concurrence économique exacerbée – le facteur accélérateur des tensions et de la polarisation impérialistes. En ce sens, le degré atteint par la crise et l'impasse qui en découle pour le capital, rend la dynamique à la guerre impérialiste généralisée, qui n'était jusqu'alors qu'une perspective ne jouant qu'un rôle encore indirect – si l'on peut dire – dans le cours des événements, un facteur aujourd'hui direct, immédiat, des politiques, décisions, réflexions des gouvernements et des classes capitalistes de chaque nation et puissances impérialistes. La guerre en Ukraine en est la première illustration claire et évidente pour tous. Elle est au centre des préoccupations et des politiques de tous les gouvernements. Elle devient ainsi un facteur direct des politiques menés par chaque bourgeoisie contre le prolétariat, donc une préoccupation pour tous les prolétaires et un facteur additionnel, devenu direct, de la lutte des classes.

La guerre en Europe vient confirmer une autre thèse fondamentale défendue et portée par la plupart des groupes de la Gauche communiste internationale. L'humanité soumise au mode de production capitaliste et à la dictature de la classe capitaliste se trouve devant l'alternative historique suivante : **révolution prolétarienne internationale ou guerre impérialiste généralisée.**

## 2) Actualité de la guerre impérialiste en Europe

« Il semblait invraisemblable qu'une guerre puisse à nouveau éclater au cœur de l'Europe. » (le journal allemand *Der Spiegel*, 25/2/22)

La guerre impérialiste est maintenant au centre de l'Europe. Elle vient frapper directement le cœur historique du capitalisme et donc les fractions du prolétariat qui ont le plus d'expérience historique. La polarisation impérialiste sino-américaine, réelle et non démentie, de ces dernières années semblait avoir déplacé les enjeux historiques centraux, d'ordre impérialiste comme révolutionnaire – la lutte entre les classes – dans la zone Indo-pacifique ; le vieux continent européen étant marginalisé et ravalé au second plan. La guerre en Ukraine et les conséquences qu'elle aura, et a déjà, sur le prolétariat international et particulièrement européen ramène l'Europe au centre de la situation historique... tant au plan de la guerre impérialiste que de la lutte des classes. Car, non seulement la guerre en Ukraine touche directement, y compris dans leurs chairs, les prolétaires de Russie et d'Ukraine, mais elle va aussi très rapidement affecter le prolétariat en Europe. Ne serait-ce

que par une aggravation de la crise provoquée cette fois directement par la guerre et alors que l'économie s'esoufflait déjà, quelques mois à peine après la reprise de la production mondiale post-confinement pour cause de covid.

Crise et guerre se nourrissant l'une l'autre et vice versa, dans une spirale qui va maintenant s'accélérer, devient aujourd'hui une réalité vécue directement par le prolétariat international et, avec lui, par les populations. Le rapport entre le prolétariat face à la guerre devient aussi direct qu'avec la crise capitaliste, donc un élément et un facteur de la situation et du cours historique. Du fait qu'il est maintenant directement confronté à la guerre, qu'elle se déroule en Europe, et du fait de son expérience historique, le prolétariat d'Europe a et aura une responsabilité particulière, centrale, dans les affrontements massifs qui se dessinent.

## 3) Actualité des menaces de guerre nucléaire en Europe

« À la suite de sa rencontre avec Emmanuel Macron, le 8 février, [Poutine] a brandi explicitement la menace d'utiliser le feu nucléaire : “ Nous n'avons pas la même puissance que l'Otan. Cependant, nous possédons l'arme nucléaire. ” Le 24 février, jour de l'invasion de l'Ukraine, il avertit : ceux “ qui tenteraient d'interférer avec nous doivent savoir que la réponse de la Russie sera immédiate et conduira à des conséquences que vous n'avez encore jamais connues ”. » Ce à quoi le Ministre des affaires étrangères de la France a répondu par un « Vladimir Poutine doit aussi comprendre que l'Alliance atlantique est une alliance nucléaire. » (*Le Figaro*, 24 février)

La guerre impérialiste qui frappe directement le centre historique du capitalisme mondial porte la menace de la guerre nucléaire sur le vieux continent. D'arme de dissuasion comme elle était lors de la Guerre froide issue de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à l'implosion du bloc de l'Est et de l'URSS, la détention par la Russie, l'OTAN, la France et la Grande Bretagne de l'arme nucléaire devient maintenant *arme de menace*.

Elle est d'autant plus crédible et terrifiante que l'existence de bombes nucléaires dites tactiques, à faible rayon d'action et de conséquences, fournit toute une déclinaison et progression de son utilisation qui pourrait « autoriser » une des puissances nucléaires perdant pied dans la guerre conventionnelle à s'aventurer à y recourir. La voie d'une escalade catastrophique jusqu'à la destruction de l'humanité dans son ensemble s'ouvrirait alors. Le tabou de l'utilisation des armes nucléaires en Europe est donc tombé. « Nous devons nous réorienter complètement, déclare un responsable militaire de l'Otan. Pas seulement avec les forces conventionnelles, mais aussi avec notre doctrine de dissuasion nucléaire. » (*Der Spiegel*, op.cit.)

La question qui est posée au prolétariat n'est donc pas son rapport à la guerre impérialiste en général, mais son rapport à la guerre impérialiste généralisée et nucléaire ; son rapport à la perspective et aux forces sociales qui portent la guerre généralisée, c'est-à-dire les forces du capital, à commencer par les appareils de l'État capitaliste.

#### 4) Dynamique d'une polarisation impérialiste croissante

« Au quatrième jour de la guerre qu'il a déclenchée contre l'Ukraine, Vladimir Poutine avait déjà deux exploits à son compte, dimanche 27 février : il a rendu à l'OTAN sa raison d'être et il a amené l'Union européenne à se transformer en organisation capable de fournir de l'aide militaire à un pays étranger. » (Le Monde, éditorial du 28 février)

La guerre en Ukraine vient confirmer et renforcer, accélérer, les alignements impérialistes qui étaient déjà en cours. Vu l'unanimité des puissances occidentales contre elle, la Russie ne peut que chercher le soutien de la Chine, seul (relatif) soutien en cette occasion, et renforcer l'alliance déjà établie avec celle-ci basée sur des intérêts économiques et géo-politiques communs, en particulier face aux États-Unis et à l'Otan<sup>11</sup> – nous laisserons de côté la Syrie d'Assad ou encore l'Iran ; tout comme la prudente *neutralité* de l'Inde, autre puissance nucléaire. Elle n'atténue pas non plus les contrastes impérialistes globaux, ceux de la nouvelle polarisation mondiale toujours *en devenir* est-ouest. Au point que la marine américaine s'est sentie obligée de dépêcher immédiatement un navire de guerre croiser dans le détroit de Taïwan, avertissant ainsi la Chine que, malgré la guerre en Europe, la puissance impérialiste américaine ne baissait pas la garde dans la zone inde-pacifique.<sup>12</sup>

Mais plus important encore, les pays d'Europe occidentale, y compris les plus partisans d'une souveraineté européenne indépendante, ou distincte, de l'influence américaine, ont été forcés par l'éclatement de la guerre à se ranger aux côtés des États Unis et de la Grande Bretagne, au point de se rassembler, voire être contraints pour un pays comme la France, et d'agir sous la bannière de l'Otan. Militairement, politiquement et idéologiquement – démocraties occidentales contre illibéraux, voire dictatures, orientales – la guerre d'Ukraine accentue cette polarisation en cours, coincant ainsi toute velléité immédiate d'autonomie européenne, voire de distance avec les États Unis. Sans préjuger du devenir des alignements impérialistes, la

dynamique de polarisation actuelle, à son tour accélérée, constitue un pas – un moment supplémentaire particulièrement significatif – vers la guerre généralisée.

Si la guerre en Europe a d'ores et déjà induit une accélération dans la dynamique générale de polarisation, elle a aussi provoqué un tournant dans l'alignement des puissances européennes du continent. Il est trop tôt pour savoir si ce tournant, alignement derrière les États-Unis au sein de l'Otan y compris de la France, est de court terme ou de long terme. Même s'il devait s'avérer de court terme, momentané, il n'en reste pas moins que la polarisation présente face à l'invasion russe de l'Ukraine représente un pas important dans la dynamique vers la constitution de blocs impérialistes pour la guerre généralisée. En effet, l'histoire nous enseigne que ce processus n'est jamais linéaire, ni définitif, jusqu'à l'éclatement de la guerre elle-même. Le pacte Germano-soviétique – ou Ribbentrop-Molotov – n'est signé que le 25 août 1939, soit quelques jours à peine avant le 1<sup>er</sup> septembre 1939, invasion de la Pologne par l'Allemagne et début de la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale, et marque un retournement complet de la politique d'alliance de l'URSS, au nom de l'*anti-fascisme*, avec la France et la Grande-Bretagne. En ce sens, il n'est pas totalement exclu qu'à terme, un pôle impérialiste européen puisse finalement émerger et proposer une autre configuration que celle, la plus probable aujourd'hui, organisée autour de l'axe sino-américain, en vue de la guerre généralisée.

Selon la configuration impérialiste et ses lignes de fracture, chaque prolétariat qu'il soit américain, chinois, européen, ou d'autres continents se verra soumis à des attaques dont la nature capitaliste, anti-prolétarienne, sera la même, mais dont l'intensité, les termes et les terrains seront différenciés. La Guerre en Ukraine et la polarisation contre la Russie qu'elle provoque sur le vieux continent implique des responsabilités premières au prolétariat du continent face à la guerre et des enjeux et possibilités distinctes, selon qu'il soit de Russie, d'Ukraine et d'Europe occidentale.

#### 5) Le dilemme des bourgeoisies européennes

« Ces revirements spectaculaires, allemand et européen, auront des conséquences à long terme. Confrontée à la tragédie de la guerre à sa porte, l'Europe se donne enfin les moyens de se comporter en puissance géopolitique. Aux États membres de consolider cette posture : ils vont en avoir terriblement besoin. » (Le Monde, éditorial du 28 février)

Avant que la guerre n'éclate, les principales puissances européennes se sont retrouvées coincées, prises en tenaille, par la polarisation américano-russe autour de la question de l'Ukraine. Une fois l'invasion russe en marche, les pays de l'Union européenne n'ont pu que se rassembler derrière les États-Unis au sein de l'OTAN. La France, pays aspirant le plus à une *souveraineté euro-*

11 . Nous renvoyons et invitons nos lecteurs à lire l'article de la TCI sur la question : <http://www.leftcom.org/fr/articles/2022-02-16/ukraine-et-taiwan-points-chauds-d-un-monde-imp%C3%A9rialiste-troubl%C3%A9>

12 . « Le USS Ralph Johnson, un destroyer à missiles guidés de la classe Arleigh Burke, a traversé le détroit de Taïwan samedi. » (February 26th) (Chinese newspaper Global Time : <https://www.globaltimes.cn/page/202202/1253246.shtml>).

peenne non dépendante de l'Amérique, s'est placée au point en maniant maintien du dialogue avec Poutine et discours de fermeté, menaçant en retour la Russie du feu nucléaire. Mettant à profit la présidence française de l'Union européenne et de le commandement, depuis janvier, de la Force de Réaction Rapide de l'OTAN, la France, seule puissance nucléaire de l'Union européenne, se porte en première ligne des mesures militaires et cherche à imposer un certain leadership vis-à-vis de ses alliés européens.

Pour l'heure, la guerre en Ukraine a contraint l'Europe à s'unir, dépassant les divergences entre ex-pays du bloc de l'Est, anti-russes et pro-OTAN, et pays occidentaux. La dynamique de polarisation Chine-Russie d'un côté, les pays dit illibéraux – thème idéologique tout trouvé pour mobiliser les prolétariats d'Amérique et d'Europe – et les démocraties occidentales autour des États-Unis de l'autre se trouve renforcée avec la guerre d'Ukraine. Ce faisant et devant l'avancée militaire et les menaces russes, les contradictions européennes, en particulier celles de l'Allemagne hésitant à assumer son rôle historique de puissance impérialiste mondiale, c'est-à-dire principalement au plan militaire, semblent en passe d'être dépassées. La réflexion et les choix que la bourgeoisie allemande va devoir prendre, et semblent prendre dans l'urgence, dans les mois qui viennent seront lourds de conséquences pour le rapport Amérique-Europe, la configuration impérialiste à venir et... pour le prolétariat européen.

Une des difficultés pour les bourgeoisies d'Europe de l'Ouest, c'est-à-dire du centre historique du capitalisme, est d'imposer à la fraction du prolétariat international ayant la plus grande expérience de lutte ouvrière contre la crise et aussi contre la guerre impérialiste, le degré de soumission indispensable pour marcher à la guerre. Nul doute que c'est là aussi, du fait de son histoire particulière bien sûr, la principale difficulté de la bourgeoisie allemande. Mais il en va de même pour les autres puissances européennes, d'autant que le prolétariat de ces pays n'est pas prêt à accepter l'aggravation de la misère et de l'exploitation capitaliste, tout comme les sacrifices nécessaires pour développer économie de guerre et autres efforts guerriers. De manière immédiate et comme première conséquence de la guerre en Ukraine, le prolétariat d'Europe de l'ouest va subir les effets du surenchérissement des prix de l'énergie, du gaz en particulier indispensable au chauffage, d'une relance encore plus forte des prix et de la baisse effective des salaires. L'enjeu immédiat sera dans la capacité du prolétariat d'Europe occidentale à s'élever et réagir contre cet appauvrissement immédiat.

## 6) Le réarmement de l'impérialisme allemand

« En 30 minutes à peine, dimanche, le chancelier allemand Olaf Scholz a mis au rebut des décennies de tradition en ma-

tière de politique étrangère. Son discours devant le parlement allemand marque un tournant décisif. » (Der Spiegel, 28 février)

La décision brutale de rompre avec les fondements de la politique impérialiste allemande depuis 1945 s'est faite en quelques jours à peine. Réticente face aux pressions françaises pour dégager la voie à une puissance militaire européenne et hésitante quant à ses conséquences, en particulier dédier une grande partie de son budget aux dépenses d'armement, l'invasion russe de l'Ukraine a précipité la décision de la bourgeoisie allemande. Le 25 février, le journal allemand Der Spiegel titrait déjà sur « Un désastre militaire et politique : les erreurs calamiteuses de la politique russe de l'Allemagne. »<sup>13</sup> L'éditorial du même jour défendait que l' « L'Europe doit également renforcer sa puissance militaire. Une politique de défense européenne commune est attendue depuis longtemps, également pour nous rendre moins dépendants de la protection des États-Unis. (...) Les Européens doivent maintenant se défendre en développant ce que le président français Emmanuel Macron appelle "l'autonomie stratégique." » Puis, trois jours plus tard, la décision de réarmement de l'Allemagne est adoptée. « L'Allemagne va donc se diriger vers une nette augmentation de ses dépenses militaires dans les années à venir, et Berlin engage dès à présent le déblocage immédiat d'une enveloppe de 100 milliards d'euros pour moderniser son armée, la Bundeswehr, notoirement sous-équipée. " Nous allons à partir de maintenant, d'année en année, investir plus de 2% de notre produit intérieur brut dans notre défense ", a déclaré le chancelier devant la Chambre des députés, lors d'une séance exceptionnelle du Bundestag. » (RFI, 27 février)

L'invasion russe de l'Ukraine met la bourgeoisie allemande devant l'obligation d'assumer de manière plus décidée ses « responsabilités » impérialistes : rompant avec ce que la presse internationale appelle un tabou, l'Allemagne a d'abord décidé d'envoyer directement des armes aux ukrainiens, des lance-roquettes et des missiles sol-air Stinger. « Cette décision par l'Allemagne marque une césure politique. Berlin a été très critiqué ces dernières semaines par les autorités ukrainiennes pour son refus de lui livrer des armes. Le gouvernement allemand s'est toujours défendu en invoquant la politique restrictive suivie par le pays depuis l'après-guerre, proscrivant les exportations d'équipements "létaux" dans les zones de conflit. Cette position était toutefois de moins en moins tenable sur le plan politique depuis le déclenchement de l'invasion du pays par l'armée russe. »<sup>14</sup>

La rupture et la décision sont donc historiques pour le

13 . <https://www.spiegel.de/international/germany/a-military-and-political-disaster-the-calamitous-errors-of-germany-s-russia-policy-a-c8b9818e-4bc2-4eb2-ac55-39e5790b29b2>

14 . <https://www.rtl.be/info/monde/europe/invasion-de-l-ukraine-l-allemande-donne-finalement-son-feu-vert-a-la-livraison-d-armes-a-l-ukraine-1359929.aspx>

capital allemand. Nul doute que la puissance économique allemande permettra à celle-ci de se doter très rapidement d'une force militaire conséquente lui permettant de tenir le rang impérialiste dont l'histoire l'a doté et, à la fois, privé du fait des deux guerres mondiales. Ce réarmement allemand pose déjà un certain nombre de questions, de contradictions nouvelles : quelle va être la place de l'Allemagne dans l'Otan et vis-à-vis de l'Otan ? Il ne fait guère de doute que cette décision va pousser à résoudre le dilemme Otan ou *autonomie stratégique européenne* voulue et poussée par la France. Quel choix d'industrie d'armement, européen ou américain ? Quel place respective pour les industries d'armement allemande et française – pour ne citer que ces deux – dans la préparation européenne à la guerre généralisée ? Quid des programmes européens, germano-français principalement d'avion de chasse et de tanks du futur – les programmes SCAF et MGCS ? Et enfin, le réarmement allemand ne manquera pas de poser la question du développement à son tour de son arme nucléaire, dont nul ne doute qu'elle ne puisse s'en doter très rapidement. Le réarmement annoncé de l'Allemagne, s'il devait se confirmer, poserait inévitablement la perspective d'un pôle impérialiste autonome des États Unis et donc, à terme, rival de celui-ci.

Du point de vue de la configuration des alignements et de la polarisation impérialistes déterminés et alimentés par la perspective de la guerre généralisée, le retour de la guerre en Europe et le réarmement allemand remettent, et vont remettre, l'Europe au cœur de la situation mondiale tant au plan impérialiste que de la lutte des classes. Car c'est en premier lieu le prolétariat en Allemagne qui va payer pour la nouvelle politique impérialiste et militaire de sa bourgeoisie.

### 7) Le prolétariat européen et la guerre

*« Un réel isolement économique de la Russie provoquera inévitablement en retour une hausse de l'inflation, une baisse de la croissance, des perturbations sur les marchés financiers. (...) La vérité doit être dite aux opinions publiques européennes. (...) Penser peser sur la Russie sans sacrifices est une illusion. Alors que l'armée, les dirigeants et les civils ukrainiens opposent une résistance héroïque à l'envahisseur russe, le moment est venu pour les dirigeants politiques européens d'affronter clairement le prix de la solidarité et d'y préparer les opinions publiques. »* (éditorial du journal français *Le Monde*, 26 février 2022)

La bourgeoisie, en particulier de ces pays d'Europe, ne pourra s'économiser, ou s'éviter, d'affronter frontalement et massivement la classe ouvrière. D'ores et déjà, l'annonce est faite : le prolétariat européen va payer pour cette guerre, ses conséquences et implications, et donc pour celles à venir et à préparer. Les prolétariats d'Ukraine et de Russie la paient déjà, y compris dans leur chair. Pour le reste du prolétariat d'Europe déjà au

prise avec la facture de la crise, aggravée par la paralysie de la production liée aux périodes de confinement face au covid, la guerre en Ukraine va être l'occasion pour la bourgeoisie d'accentuer encore plus sacrifices, sur-exploitation et misère au nom de la « solidarité avec le peuple ukrainien », pour prévenir toute future agression de la Russie, « pour la défense de la démocratie contre le dictateur Poutine » et l'union nationale.

Si le prolétariat international est tout autant affecté par la crise et par les nécessités de préparation à la guerre qui s'imposent à chaque capital national, le prolétariat en Europe se retrouve en première ligne du fait de la guerre en Ukraine. L'enjeu de la situation immédiate ? Le tout début de dynamique de luttes ouvrières contre les effets de la crise et l'augmentation des dépenses d'armement et d'infrastructures, se concrétisant par une inflation en croissance, la baisse des salaires réels et le gouffre de déficits étatiques gigantesques qu'il lui appartiendra de combler, va-t-il se confirmer face aux premières conséquences de la guerre, l'augmentation des prix de l'énergie, donc du chauffage et de l'énergie ? Ou bien ces premières réactions prolétariennes vont-elles être étouffées par le choc et l'incrédulité, puis la terreur devant l'éclatement de la guerre en Europe et les menaces nucléaires, ensuite les appels à la solidarité avec les ukrainiens, puis à la solidarité nationale en temps de guerre, enfin la dénonciation de toute grève ou lutte ouvrière comme anti-patriote, égoïste, voire terroriste comme se fut le cas lors de la grève dans la métallurgie à Cadix en Espagne de novembre dernier ? C'est l'enjeu de la situation immédiate. En ce sens, la question de la guerre joue aussi directement sur la lutte des classes. Ce faisant, en tant que facteur de la situation immédiate, elle devient aussi potentiellement facteur de conscience et de lutte prolétariennes. La guerre en Ukraine et ses implications deviennent un élément des confrontations massives entre les classes qui est à l'ordre du jour de la situation mondiale.

Le prolétariat international, particulièrement d'Europe, risque de se retrouver momentanément paralysé par l'éclatement de cette guerre et de tarder quelque peu à reprendre le chemin de la lutte. Il s'agit là de l'hypothèse la plus probable du fait de l'omniprésence médiatique, en particulier d'ordre humanitaire provoquant une émotion légitime face au massacre des ukrainiens, et du matraquage de l'idéologie démocratique et guerrière. Cependant, si elle devait se réaliser, il n'en reste pas moins que l'aggravation de la crise, elle-même accélérée par la guerre, porte en elle les confrontations massives entre les classes, ne serait-ce que parce que chaque bourgeoisie nationale ne peut s'économiser d'attaquer et de contraindre son propre prolétariat, ni même lui laisser un quelconque répit ou espace. La guerre impérialiste et sa préparation obligent à un contrôle et une soumission totale, et totalitaire, du pro-



létariat et de l'ensemble des populations. La guerre impérialiste actuelle en Europe va précipiter des confrontations massives entre les classes.

## 8) Le prolétariat d'Ukraine et de Russie face à la guerre

Dans notre tract du 20 février, avant le déclenchement de la guerre, en essayant de dégager quelles pouvaient être les réponses prolétariennes immédiates à la guerre, nous présagions que le sentiment anti-guerre qui semblait animer les prolétaires, et même les populations plus largement, d'Ukraine et de Russie, « *ne suffira[it] pas à enrayer l'affrontement militaire s'il devait se produire.* » Il en fut malheureusement ainsi. Au moment même où le pays est envahi, que les chars et l'aviation russes écrasent tout ce qui se met sur leur chemin, et qu'une résistance nationaliste s'impose à la société ukrainienne, a fortiori si cette résistance semble remporter des succès « du petit poucet agressé contre l'ogre russe », toute réaction prolétarienne en Ukraine même est hautement improbable. Du moins dans l'imédiat et tant que dure la guerre. Il n'en reste pas moins que les mots d'ordre pour le prolétariat en Ukraine restent les mêmes que ceux pour le reste du prolétariat international, sachant qu'ils ne peuvent pour l'heure qu'être à contre-courant et peu audibles. Néanmoins, les mots d'ordre de refus de l'union nationale et de la défense de la nation ukrainienne sont au moins, et déjà, des jalons pour le réveil du prolétariat en Ukraine.

Même si peu probable à l'heure où nous écrivons, on ne peut pas totalement exclure qu'il en soit autrement en Russie, y compris à court terme. Si le prolétariat ne s'y est pas manifesté ces dernières décennies comme une fraction avancée du prolétariat mondial, l'aventure dans laquelle la bourgeoisie russe avec le clan Poutine à sa tête s'est lancée peut lui fournir l'occasion de se réveiller et d'intervenir directement dans la conduite de cette guerre, c'est-à-dire la freiner, voire contraindre Poutine à l'arrêter si elle devait perdurer du fait de la résistance ukrainienne. Certes, si le pays risque fort d'être totalement envahi et défait militairement dans les jours qui viennent, le prolétariat de Russie n'aura pas l'occasion d'intervenir sur la guerre elle-même. Mais, vu les circonstances et la résistance ukrainienne, Poutine sera contraint de maintenir une force armée d'occupation conséquente sur place. Autrement dit, la guerre continuera, sous une forme ou une autre. Alors, les conditions pour un réveil et une intervention du prolétariat en Russie, **essentiellement sinon uniquement à partir de la défense de ses conditions de vie et de travail qui seront inévitablement et fortement aggravés encore plus par l'effort de guerre et les conséquences de celles-ci**, affaiblissant d'autant sa propre bourgeoisie, mettant ainsi en acte le principe commu-

niste du *défaitisme révolutionnaire*, s'en trouveront favorisées.

D'ores et déjà, et même s'il ne s'agit pas de réactions prolétariennes, la capacité de milliers de pacifistes à se mobiliser et manifester dans les rues des villes russes, malgré une répression violente et systématique, illustre la faiblesse de l'appareil étatique russe et le manque d'enthousiasme, pour dire le moins, de la population en général. Et, indirectement, les hésitations et divisions qui traversent la classe dominante. Combien de manifestations enthousiastes pour défendre la « mère patrie » ? À notre connaissance, aucune. Poutine et la bourgeoisie russe, du moins la fraction réunie autour du clan Poutine et des oligarches en cours, se sont lancés dans une aventure dont ils n'avaient sans doute pas évalué l'ampleur et le risque. À l'heure où nous écrivons, l'invasion de l'Ukraine s'enlise, du moins rencontre une résistance militaire inattendue – y compris par les experts et militaires occidentaux – et chaque jour qui passe affaiblit le pouvoir à Moscou. Sept jours après le début de la guerre, il est fort probable que l'annonce de plusieurs milliers de soldats russes tués soit vérifiée dans les jours à venir. Dans ces conditions, et face aux massacres de part et d'autre, si la guerre devait se prolonger, la situation en Russie deviendrait rapidement explosive.

Dans cette hypothèse, hypothèse probable même si non certaine, le prolétariat en Russie aux conditions de vie misérables disposerait alors d'une opportunité pour se lancer dans le combat à la fois pour la défense de ses conditions de vie et freiner ainsi, si ce n'est paralyser, le bras armé et sanglant de sa propre bourgeoisie.

Aujourd'hui, et contrairement à ce que l'offensive militaire russe pourrait laisser penser, le maillon faible de la chaîne qui relie les impérialismes, y compris opposés, est devenu la Russie de Poutine.

## 9) Luites ouvrières et mots d'ordre communistes face à la guerre

Aujourd'hui, si le prolétariat international est impuissant de manière immédiate pour stopper la guerre en Ukraine et, plus largement, la dynamique à la polarisation impérialiste et à la guerre généralisée, il n'en reste pas moins un élément de l'équation que la bourgeoisie va devoir résoudre. La guerre impérialiste et la menace nucléaire frappent au moment même où la colère et la révolte contre l'aggravation de la misère et de l'exploitation capitaliste émergent un peu partout et s'expriment dans des luttes ouvrières, certes encore trop timides et limitées. Crise et guerre se présentent en même temps. Ce faisant, la bourgeoisie ne pourra pas jouer de l'un pour justifier l'autre aux yeux des prolétaires dans le cas d'une vague révolutionnaire si elle devait advenir : le pacifisme au prix des sacrifices

économiques comme ce fut le cas en 1918-19. La prospérité – la fin du chômage de masse – au prix de la guerre comme en 1939. C'est en cela que nous pouvons dire que le capital et la bourgeoisie se retrouvent en situation de fragilité historique. Reconnaître cette faiblesse historique n'enlève rien à la réalité de la force du pouvoir étatique et à la faiblesse des réactions et de la dynamique des luttes prolétariennes aujourd'hui. Au contraire, cette impasse historique à laquelle est confronté le capital, ne peut que rendre les classes dominantes encore plus déterminées à défendre leur pouvoir de classe à tout prix, y compris les pires, et faire des luttes de classes des affrontements âpres et sanglants.

Il n'est qu'une voie face à la dynamique vers la guerre impérialiste généralisée : celle des luttes ouvrières contre la crise et les implications de la marche à la guerre sur les conditions de vie et de travail des prolétaires. De manière immédiate, nous l'avons dit, l'effort de guerre russe et les sanctions économiques des puissances occidentales vont aggraver la situation du prolétariat en Russie, qui était déjà fortement détériorée. Si, à l'heure où nous écrivons, aucune dynamique de luttes particulières ne semble émerger en Russie, il n'en reste pas moins que les divisions qui apparaissent au sein de la société russe face à l'invasion de l'Ukraine, y compris au sein de la bourgeoisie, voire de l'appareil étatique, peut favoriser l'éclatement de luttes ouvrières... à la condition qu'elles ne soient pas déviées sur le terrain démocratique d'une opposition anti-Poutine, anti-dictature, qui peut surgir à tout moment.

Les principaux mots d'ordre ? En Russie ? Non aux sacrifices et à l'effort de guerre contre l'Ukraine ! Face à l'explosion des prix due à la guerre, luttes et grèves massives ! Solidarité avec les prolétaires d'Ukraine sous les bombes ! Prolétaires de Russie : souvenez-vous des grèves et manifestations de février 1917 ! Contre la guerre impérialiste menée par sa propre bourgeoisie, défaitisme révolutionnaire !

En Europe ? Non aux sacrifices imposés par la crise et la préparation à la guerre généralisée ! Non aux sacrifices pour le réarmement de l'Europe ! Contre l'inflation, la misère et la surexploitation présente et à venir, luttes ouvrières en masse ! Face à la guerre en Europe et à la menace nucléaire, extension et généralisation internationale des luttes et des grèves ! Face à la fausse alternative de guerre pour la démocratie et contre la dictature russe de Poutine, une seule alternative : la perspective révolutionnaire du communisme ! Vive l'internationalisme prolétarien !

Sur les autres continents : le capitalisme nous prépare et nous mène à la guerre impérialiste et nucléaire généralisée, seules les luttes ouvrières internationales et la perspective du communisme peuvent s'y opposer. Dans

l'immédiat, reprendre et poursuivre l'exemple des ouvriers du secteur pétrochimique d'Iran, ou encore de Kelloggs ou John Deere aux États-Unis, grèves et extension à tous les secteurs pour des revendications de classe. Tous unis pour la défense de nos conditions de vie et de travail, quel que ce soit la corporation ou le secteur, quelles que soient les couleurs de peau ou les distinctions de sexe. Aucune alliance ou unité avec sa propre bourgeoisie, que ce soit au nom de la défense de la démocratie ou de l'unité nationale ! Extension et généralisation des luttes !

## 10) La guerre en Europe et la nécessité du parti communiste

L'éclatement de la guerre en Europe provoque déjà, et va provoquer encore plus, l'éveil de nouvelles forces révolutionnaires et une décantation politique et militante au sein de celles qui existent déjà. Groupes, cercles et individus du camp révolutionnaire, celui réussissant à se hisser jusqu'au principe de l'internationalisme prolétarien, et du camp prolétarien, celui élargissant l'internationalisme prolétarien au défaitisme révolutionnaire contre sa propre bourgeoisie, à l'insurrection ouvrière et à l'exercice de la dictature du prolétariat, connaissent, et vont connaître, une vérification de leur engagement et convictions politiques révolutionnaires et une vérification de la validité de leurs positions politiques face à la guerre et à la situation historique. D'ores et déjà, au sein du camp prolétarien, et plus particulièrement de la Gauche communiste, les courants et groupes<sup>15</sup> qui rejettent l'alternative de révolution ou guerre et tout danger de guerre impérialiste généralisée, se retrouvent en grande partie impuissants et déboussolés face à la situation qui s'ouvre. Pour l'heure, seul leur reste au mieux que l'affirmation abstraite du principe de l'internationalisme. La contradiction due à l'oubli des principes marxistes fondamentaux ne pourra être dépassée que par des crises internes, voire des explosions, ou bien par l'agonie plus ou moins rapide de ce qui deviendra inéluctablement – lorsque ce n'est pas déjà le cas – des petites sectes.

En sens inverse, la guerre en Ukraine a permis aux forces de la Gauche communiste qui pouvaient encore rester parfois évasives, hésitantes, non pleinement convaincues, quant à l'alternative historique et, même, quant à la perspective de guerre impérialiste généralisée, de Troisième Guerre mondiale, de se ressaisir et d'afficher clairement les enjeux de la situation actuelle. La guerre, aujourd'hui la guerre en Europe, facteur de conscience pour le prolétariat, est aussi facteur de clarification politique pour les groupes communistes. S'ouvre donc un processus de décantation et de sélection au sein du camp prolétarien qui ne peut déboucher

15 . Comme le Courant Communiste International par exemple.

à terme qu'à sa reconfiguration, préalable indispensable à la constitution du parti politique mondial du prolétariat. Il est en particulier significatif de relever que la ligne de partage entre les forces luttant pour le parti, les forces *pro-parti* comme les appelle Lénine, et les forces *anti-parti*, recoupe la ligne opposant ceux qui continuent à défendre la position de principe selon laquelle l'alternative que le capitalisme présente est celle de révolution prolétarienne internationale ou guerre impérialiste généralisée et ceux qui s'en détournent, l'ignorent, ou encore la rejettent.

La guerre, tout comme la crise comme le souligne la plupart des groupes du camp prolétarien, affecte maintenant directement le prolétariat tant au niveau de ses conditions de vie et d'exploitation que des conditions, tempo et terrain, de ses luttes. Les revendications et objectifs immédiats des luttes ouvrières vont être directement déterminés par la question de la guerre, que ce soit sous la forme des exigences de sacrifices au nom de l'effort et de l'unité nationale, des nécessités de l'armement généralisé et de la relance de l'économie de guerre. Or, les réponses concrètes, orientations de lutte et mots d'ordre adaptés, tout comme l'évaluation des rapports de force immédiats permettant le choix de ces revendications en fonction des possibilités de combat qu'elles offrent, soulève la question des minorités de prolétaires en capacité de les définir, de les porter et de les défendre, dans les luttes, dans les grèves, dans les assemblées, dans les manifestations ; c'est-à-dire dans la période qui s'est ouverte et que la guerre en Europe vient confirmer : celle des confrontations massives entre les classes. Vu la présence de la guerre en Europe,

chaque classe dominante du « vieux continent » ne peut qu'engager une offensive frontale contre sa propre classe ouvrière ; c'est-à-dire contre les fractions du prolétariat international ayant le plus d'expérience historique face à la guerre et face à la révolution, connaissant sans doute plus que les autres les pièges du démocratisme et de l'*anti-fascisme* et, surtout, disposant des principales – à ce jour – minorités communistes et qui sont les plus attachées au programme communiste et à l'expérience historique du prolétariat.

De théorique et générale, l'existence du parti et sa capacité à faire que ses orientations et mots d'ordre adaptés à la situation, à ses enjeux – en particulier la guerre impérialiste – et aux rapports de forces entre les classes, soient pris en charge et réalisés par les masses prolétariennes en lutte devient une question politique pratique. Et qui ne tardera pas à devenir urgente, au risque, en cas d'impuissance et d'absence, de précipiter la défaite historique du prolétariat international, défaite physique et sanglante, politique et idéologique, et d'ouvrir grande ouverte l'autoroute vers l'holocauste généralisé. Alors que nul n'en doute : la terreur et les bombardements sous lesquels se trouvent aujourd'hui Kiev, Kharkiv (Kharkov) ou encore les villes du Donbass, les massacres sanglants qui s'abattent sur la population d'Ukraine deviendront la norme et le lot commun de toute l'humanité.

La guerre en Europe commence à préciser les conditions et les termes de la décantation des forces devant œuvrer à la constitution du parti. Elle rend le combat pour celui-ci la priorité.

Le GIGC, le 2 mars 2022

\*\*\*\*\*

## Prise de position de la TCI sur les thèses

Chers camarades,

Nous avons lu votre document (Thèse sur la guerre en Ukraine) et nous sommes heureux de constater qu'il y a eu une évolution positive de vos positions, à commencer par la nécessité du parti mondial de la révolution comme instrument indispensable dans la lutte de classe pour vaincre le capitalisme. Ce n'est certainement pas la première fois que vous soulevez la question, mais il nous semble aujourd'hui qu'il y a un autre point à souligner.

Vous reliez correctement l'escalade des tensions impérialistes et la guerre en Ukraine à l'aggravation de la crise, qui pousse les différentes factions bourgeoises à accroître leur agressivité, selon la logique la plus "classique" de l'impérialisme.

Ce sont, sans aucun doute, les aspects positifs, mais dans vos "Thèses" il y en a d'autres qui nous laissent très perplexes, car ils reflètent, à notre avis, des métho-

dologies analytiques à la fois mécanistes et idéalistes. En d'autres termes, les "Thèses" révèlent un schématisme qui risque de donner une représentation erronée des tendances en cours, rendant votre document trompeur pour les besoins d'une orientation communiste du prolétariat, c'est-à-dire, aujourd'hui, des minorités et individualités – pas nécessairement prolétariennes – qui se placent sur le terrain de l'anticapitalisme.

Vous attribuez un rôle central à l'Europe, tant dans l'affrontement impérialiste actuel – peut-être le prélude à des affrontements futurs – que dans la lutte des classes, c'est-à-dire au prolétariat de cette partie du monde. Personne ne nie l'importance énorme du continent européen – c'est presque une banalité – mais affirmer catégoriquement que l'échiquier européen est le principal terrain sur lequel se joue la partie sanglante de l'impérialisme est un pari et occulte l'autre échiquier de la confrontation impérialiste, celui de la Chine. Vous le

mentionnez vous-mêmes, mais vous n'insistez pas assez sur son importance primordiale.

De même, pour vous, la classe ouvrière européenne a une place spéciale, pour ainsi dire, dans la reprise de la lutte des classes et dans la lutte contre la guerre, parce que ce segment du prolétariat mondial aurait plus d'expérience historique (de classe) que tout autre prolétariat. Il s'agit également d'une esquisse discutable, car nous savons très bien comment les dernières décennies ont produit de profonds changements dans la composition de classe et la "mémoire" politique du prolétariat "européen". Il n'est pas inutile de rappeler que, dans les années les plus récentes, certains des épisodes les plus significatifs de la lutte ouvrière (ouvriers au sens large : salariés) ont eu lieu en dehors de l'Europe et, par conséquent, en attribuant a priori la "primogéniture" de la lutte des classes au prolétariat européen, on court le risque de tomber dans l'idéalisme, de se laisser écraser par le glorieux passé révolutionnaire de la classe ouvrière du vieux continent, de ne pas prendre dûment en considération le potentiel anticapitaliste des autres sections du prolétariat mondial. Si vous voulez dire que, surtout en Europe, il existe des noyaux communistes qui maintiennent vivante la praxis révolutionnaire (méthode théorico-politique, etc.), c'est une chose, mais leur extrême faiblesse numérique fait qu'ils sont, en fait, inconnus de notre classe et, pour le moment, sans possibilité réelle d'influencer le cours des événements. Cela ne signifie pas, ça va sans dire, que nous devons nous résigner à attendre des temps meilleurs de manière "bordighienne", en nous consacrant entre-temps uniquement à l'analyse théorique, mais que nous devons être clairs sur le chemin extrêmement cahoteux dans lequel - aussi longtemps que nous nous en souvenons - nous nous déplaçons ; le fatalisme et la fuite en avant ne mènent nulle part. Ce n'est pas une coïncidence, entre autres, si nos positions ont récemment suscité l'intérêt dans des domaines qui n'avaient jamais été touchés - ou seulement de façon marginale - par l'activité théorico-politique de la gauche communiste "italienne", dans laquelle nous avons nos racines, reflet d'un bouillonnement social, sinon de classe, à certains égards nouveau. Que ce soit le prolétariat européen qui joue le rôle de premier violon, ou du moins donne le "la" au concert de la lutte des classes, est une possibilité, sans aucun doute, peut-être la plus probable, mais pas une certitude : pour plaisanter, "l'esprit souffle où il veut", disait Thomas Müntzer, mais nous ajoutons que pour qu'il soit productif dans un sens révolutionnaire, il a besoin d'un instrument qui le capte et le dirige dans la bonne direction. Mais un tel instrument - le parti, la nouvelle internationale - reste à construire et, dans l'état actuel des choses, même si l'"esprit" prolétarien se renforçait en Europe, il ne trouverait personne pour le diriger contre les bastions

du capital, ni ici ni ailleurs, et la bourgeoisie parviendrait, avec plus ou moins de difficultés, à rester maîtresse de la situation.

Voici un autre point de votre document qui nous laisse très dubitatifs et dont émane, s'il faut être honnête, la désagréable odeur des théorisations fantaisistes du CCI. Au point 5, vous dites que les bourgeoisies d'Europe occidentale ont des difficultés à "faire accepter à la fraction du prolétariat international qui a la plus grande expérience de la lutte ouvrière contre la crise et aussi contre la guerre impérialiste, le degré indispensable de soumission à la marche à la guerre". Malheureusement, il nous semble que ce n'est pas le cas, au contraire, nous voyons que depuis environ un demi-siècle notre classe subit toutes les attaques venant de la bourgeoisie sans répondre ou sans répondre de manière adéquate. Les raisons sont nombreuses, nous les connaissons - notamment la perte d'espoir dans un monde alternatif à celui du capital, suite à l'effondrement du capitalisme d'État "soviétique" présenté comme le "socialisme réel" - mais le fait est que, jusqu'à présent, la bourgeoisie gère l'exploitation et l'oppression de la classe ouvrière avec une relative facilité. Si l'on accorde une quelconque crédibilité aux bulletins de guerre, appelés bulletins d'information, avec lesquels les médias "occidentaux" manipulent quotidiennement la soi-disant opinion publique, des franges du prolétariat ukrainien se sont précipitées pour défendre la patrie. Que cela soit vrai ou non, le fait est que, sauf épisodes inconnus de nous, il n'y a pas eu d'opposition de masse à la guerre, de la classe en tant que telle, ni en Ukraine, ni en Russie et, malheureusement, pas même en "Occident". Face à la guerre en Ukraine, non seulement les prolétariats russe et ukrainien se battent pour leurs bourgeoisies respectives, mais dans la vieille Europe, jusqu'à présent, quand quelque chose a bougé, c'est dans un sens pacifiste, c'est-à-dire "non à la guerre" mais oui à la paix du capital, sans comprendre que c'est précisément le capital qui est la cause des guerres. De plus, jusqu'à présent, jamais dans l'histoire le mouvement ouvrier n'a pu empêcher le déclenchement d'une guerre impérialiste (il a pu l'arrêter, cependant...), même s'il est le seul sujet qui puisse le faire, à un moment comme aujourd'hui, mais cela ne veut pas dire que cela ne peut pas arriver ni, encore moins, que les très faibles forces communistes ne doivent pas travailler dans ce sens : au contraire ! Sans leur présence active dans la classe, celle-ci pourrait certes être mise en mouvement, mais, ceci dit, nous serions coincés avec l'un des deux facteurs de la dialectique révolutionnaire. Nous savons très bien que la classe est mobilisée même sans la présence de l'organisation révolutionnaire - combien de fois dans l'histoire cela s'est produit ! - Nous savons très bien que la crise, et encore plus la guerre, peuvent donner de très puissants "coups de pied au cul" [alternati-

vement : secousses] à une classe engourdie, désorientée et effrayée, qui joue presque sans mot dire le rôle de " classe pour le capital ", mais ce n'est pas automatique que cela arrive. Surtout, il n'est pas automatique, et même !, que ses secteurs les plus combatifs deviennent "classe pour soi", c'est-à-dire acquièrent une conscience révolutionnaire, s'ils n'entrent pas dans une relation dialectique avec l'avant-garde communiste, qu'ils alimentent politiquement et par laquelle ils sont

politiquement alimentés. Le problème est toujours le même, mais pour le résoudre, nous ne devons pas nous laisser guider (uniquement) par nos espoirs, car sinon ils peuvent devenir des illusions, ni par des schématisations, qui nous rendent incapables du rôle auquel nous aspirons en tant qu'avant-garde de la révolution internationale.

Un saluto internazionalista,

Tendance Communiste Internationaliste, 4 mai 2022

### Dans l'attente d'une réponse de notre part

Nous ne pourrions pas, faute de place, répondre dans ce numéro à la lettre des camarades. Leur critique porte sur deux points. Le premier sur l'insistance des thèses sur le retour de l'Europe au premier plan de la situation historique tant au plan impérialiste comme de la lutte des classes ce qui nous ferait oublier-sous estimer la réalité de l'antagonisme fondamental chino-américain. Nous ne pensons pas qu'il y ait là une véritable divergence entre nous. En effet, les thèses s'attellent à souligner et avertir le prolétariat international de la signification historique de la guerre en Ukraine et en Europe. Le fait que le premier conflit marquant un pas important vers la guerre généralisée n'oppose pas la Chine à Taïwan, ce qui était une probabilité, mais la Russie et l'Ukraine, fait de l'Europe l'épicentre de la situation **pour le moment** et interpelle au premier chef le prolétariat en Europe ; prolétariat ayant comme les autres sa propre expérience historique ; expérience qui est certainement la plus riche de toutes les autres fractions du prolétariat mondial à ce jour ; expérience qui ne préjuge en rien de sa capacité à lutter en masse dans la période qui vient, sachant que pour l'heure elle est en grande partie absente – la TCI a raison sur ce point. Afficher cela ne signifie pas que nous excluons par avance tout renversement de la situation internationale faisant de l'Asie l'épicentre de la situation **à un autre moment**, voire toute une période, et l'Océan Pacifique le théâtre principal de la polarisation impérialiste et de la guerre généralisée si elle devait advenir. Ni que le prolétariat en Chine et Asie ne puisse prendre l'initiative d'une vague révolutionnaire internationale face à une guerre qui le toucherait directement, comme sut le faire le prolétariat russe en 1917. Si divergence il y a sur ce point, elle réside plutôt dans le fait d'établir la probabilité – et non pas la prédiction – des événements à venir en fonction de l'analyse des événements actuels et de leur dynamique qui sont déterminés par la perspective de la guerre impérialiste généralisée et les affrontements de classe que la bourgeoisie ne peut manquer d'imposer. Pour l'heure, du fait de la guerre en Europe et de l'expérience historique du prolétariat du continent – faits matériels et historiques –, nous estimons plus probable une réaction prolétarienne **de masse à la guerre** partant d'Europe que d'Amérique, d'Asie ou encore d'Afrique. Cette probabilité n'est ni une prédiction, ni n'exclut de manière absolue qu'il puisse en aller différemment la situation restant la même par ailleurs – il est aussi, par exemple, des éléments matériels indiquant une dynamique, bien sûr encore timide, de réactions prolétariennes à la crise en Amérique du nord. Et là, se situe le deuxième point de critique de la TCI.

Il exprime une véritable divergence. Pour la clarté du lecteur et qu'il puisse s'y retrouver, on peut dire grossièrement qu'elle touche au débat contradictoire que le PCIInt-Battaglia Comunista et le CCI avait développé à la fin des années 1970 autour de la question du cours historique – celui-là même que le CCI d'aujourd'hui a abandonné lors de son 23<sup>e</sup> Congrès de 2020. Pour notre part, et en essayant de ne pas reprendre les travers idéalistes et dogmatiques avec lesquels le CCI avait pu à l'époque comprendre et porter cette question – une grande partie des critiques que Battaglia Comunista avait portées à l'époque étaient justes<sup>16</sup> –, nous en reprenons le concept et, nous l'espérons, la méthode qui doit l'accompagner, celle que les camarades de la TCI ont toujours jugée et cataloguée comme idéaliste. Au-delà des débats historiques entre le PCIInt et le CCI, le lecteur peut aussi se référer à l'échange entre la TCI et nous-mêmes que nous avons publié en 2019 dans Révolution ou guerre #11<sup>17</sup> sur cette question. Nous essaierons de reprendre ce débat dans le prochain numéro de la revue.

Pour l'heure, nous nous contenterons de saluer l'effort et le soucis politiques de la TCI en cette occasion et de le donner en exemple. Ils ne peuvent que nous aider à préciser, voire corriger si nécessaire, notre propre démarche et compréhension. **Mais surtout**, débattre, confronter, préciser et clarifier quels sont les points d'accord et de désaccords, sur des questions essentielles, ici la méthode d'analyse et de compréhension de la situation historique qui définit – et définira – orientations et mots d'ordre en fonction des moments et des lieux, **fait partie intégrante du processus et de la lutte pour la constitution du parti de demain**. Ce n'est pas que le programme et les positions de principe que le parti devra clarifier et sur lesquelles il se constituera mais aussi sur les orientations générales et les tactiques qui en découleront. Regrouper est aussi débattre et confronter les positions autour des principales forces de la Gauche communiste et autour de son corpus programmatique et politique.

Le GIGC, juin 2022

16 . Par exemple, l'idée et la position du CCI d'alors selon laquelle « le cours était à la révolution », ce qui faisait de celle-ci une voie toute ouverte et inéluctable. Rappelons-le de nouveau : ce fut grâce à cette critique que le CCI d'alors avait reconnu être juste, qu'il avait alors précisé – changé – sa position et définit le « cours » comme étant « vers des affrontements massifs de classe décisifs ».

17 . Notre position critique sur un article de la TCI <http://www.igcl.org/La-question-du-cours-historique-la> et la réponse de celle-ci <http://www.igcl.org/Reponse-de-la-TCI-8-fevrier-2019>.

## Débat au sein du camp prolétarien

Nous publions ici, page suivante, la troisième et dernière partie de la série de contributions sur Communisme et communauté et Marxisme et connaissance des numéros précédents. Cette partie a soulevé des critiques en notre sein.

La première porte sur le lien direct que la contribution établit entre le passage de la domination formelle à la domination réelle du capitalisme d'une part et le développement de la démocratie bourgeoise d'autre part. Pour les camarades en désaccord, la domination formelle du capitalisme correspond à l'extraction de la plus-value absolue et au procès de travail lié à la manufacture en opposition à la fabrique, puis à la grande industrie ; ces dernières correspondant à l'extraction de la plus-value relative et à la domination réelle. Les 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> sections du Capital développent en long et en large sur cette question. Or, en établissant un lien automatique entre la forme de domination et le développement de la démocratie bourgeoise, la contribution situe de fait, même si c'est vague, le passage de l'une à l'autre au plus tôt au milieu du 19<sup>e</sup> siècle. Pourtant, pour K. Marx, « cette espèce de coopération qui a pour base la division du travail revêt dans la manufacture sa forme classique et prédomine pendant la période manufacturière proprement dite, qui dure environ depuis la moitié du XVI<sup>e</sup> jusqu'au dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle. »<sup>18</sup> Il en résulte des positions dans le texte qui ne sont pas partagées par l'ensemble des camarades : « entre l'accumulation primitive européenne et les régimes autoritaires du bloc de l'Est au 20<sup>e</sup> siècle, il y a en effet davantage une différence de forme, liée aux époques différentes, que de fond. » ; ou encore, « l'Angleterre est aujourd'hui bien plus démocratique qu'elle l'était durant le 18<sup>e</sup> siècle. » Ce dernier point nous amène à la seconde critique.

Elle relève des formulations confuses dévoilant une approche abstraite, car non historique, pour traiter la « démocratie ». Celle-ci est présentée à plusieurs reprises comme uniquement conservatrice ou encore seulement garante de l'ordre social : « la démocratie est la forme politique par excellence de la conservation sociale », « le dynamisme de la démocratie vise avant tout à la conservation sociopolitique (...) au maintien du strict statu quo politique »...

Enfin, la contribution cite un passage du texte Invariance du marxisme de 1952 du PCI-Programme communiste sur la question du parti reprenant à son compte la position qui suit : « La dictature du prolétariat, pour nous, [est] la force historique organisée qui, suivie à un moment donné par une partie du prolétariat, et pas forcément par la majorité, exprime la pression matérielle qui fait sauter le vieux mode de production bourgeois... » Pour les camarades en désaccord avec celle-ci, elle est en contradiction avec la plateforme que nous venons d'adopter selon laquelle « action et direction politiques effectives du parti se réalisent lorsque le prolétariat s'empare en masse, puis met en pratique les orientations et les mots d'ordre du parti, l'insurrection elle-même et la dictature de classe... » et qui définit les conseils ouvriers, les soviets « comme organes de l'insurrection et organes de la dictature de classe. »

Nous publions néanmoins ce texte controversé entre notre sein tel qu'il est. Il appellera certainement des réponses dans le prochain numéro.

La rédaction

### Brochures (commande à [intleftcom@gmail.com](mailto:intleftcom@gmail.com))

Plateforme du GIGC (2021)

Morale prolétarienne, lutte de classes et révisionnisme (Fraction interne du CCI et GIGC)

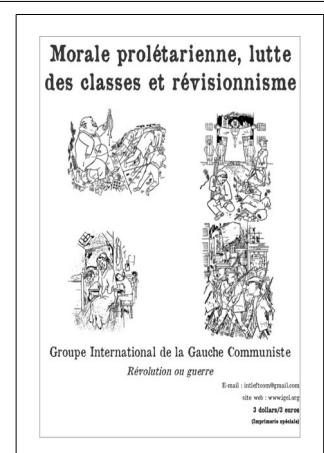
La question de la guerre, 1935 (Fraction interne du CCI)

Lutte étudiante et assemblées de quartier (Communistes Internationalistes – Klasbatalo)

La dégénérescence de l'IC : le PCF (1924-1927) (Fraction interne du CCI)

Groupe des Travailleurs Marxistes, Mexique, 1938 (Fraction interne du CCI)

Les syndicats contre la classe ouvrière, 1976 (fac-similé de la brochure du CCI).



18 . Le Capital, livre premier, IV<sup>e</sup> section, la production de la plus-value relative, chap.XIV, Division du travail et manufacture, 1. Double origine de la manufacture, <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-1/kmcap1-14-1.htm>. 3

## Capitalisme et démocratie bourgeoise

La démocratie est un concept mobilisé par l'ensemble des courants politiques se situant tant à la gauche qu'à la droite de l'axe politique bourgeois. Dorénavant, tout discours politique ne peut être jugé rationnel que dans le cadre des normes qui régissent la pratique démocratique. Ainsi, à titre d'exemple, la démocratie peut servir à légitimer autant des politiques impérialistes, au nom du principe d'intervention humanitaire, que « décoloniales », au nom du principe de l'autodétermination des peuples. De même, des trumpistes américains et autres extrémistes de droite ont envahi le Capitole, symbole de la démocratie aux États-Unis, pour protester contre une atteinte à la démocratie – une supposée fraude électorale – alors que les partisans du parti démocrate ont protesté contre cette émeute au nom de la défense et de la préservation de ces mêmes institutions démocratiques contre un supposé coup d'État fasciste.

On voit beaucoup de commentateurs bourgeois qui théorisent le fait que la démocratie n'est qu'une espèce de page blanche, un cadre au sein duquel l'on peut ensuite choisir l'orientation que la société devrait prendre. Cette conception de la démocratie comme régime indéterminé a priori entraîne la nécessité d'accoler à la démocratie un adjectif qui viendrait aider à la déterminer a posteriori. Ainsi, la gauche bourgeoise est habituellement critique de ce qu'elle nomme la démocratie bourgeoise ou libérale et y oppose des formes de démocraties qualifiées tantôt de radicale, directe, participative ou encore sauvage. Inversement, la droite sera habituellement critique des formes de démocraties qu'elle nommera plébéiennes pour y opposer la nécessité et l'efficacité de la démocratie libérale et représentative. Ayant relevé ce constat, nous tenterons dans cette contribution d'analyser la démocratie en soi, sans autre adjectif. La question que nous nous poserons est de savoir si la démocratie est réellement un horizon indépassable et un principe exempt de toute critique. En se réappropriant la tradition politique de la gauche communiste, en particulier celle dite « italienne », nous démontrerons que la démocratie n'est pas la voie toute tracée pour l'émancipation humaine<sup>19</sup>. Par la force des choses, nous serons amenés à entrevoir quelle forme de société peut dépasser la démocratie en tant que mode supérieur d'organisation sociale.

### Origine de la démocratie bourgeoise

Dans la perspective marxiste, il serait tout à fait inexact de se représenter la démocratie comme un principe qui, ayant d'abord été inventé en Grèce antique, aurait ensuite disparu momentanément des consciences humaines durant le Moyen-Âge pour ensuite revenir avec hardiesse dans les sociétés modernes. La démocratie libérale des sociétés modernes a son histoire propre. Pour tenter de la comprendre le plus adéquatement possible, il ne s'agit pas de se référer à de grands idéaux invariants et transhistoriques, mais davantage d'analyser les manifestations politiques de la vie sociale comme étant le résultat de la configuration spécifique des rapports sociaux.

La démocratie bourgeoise est donc née à travers une lutte révolutionnaire contre le type de société qui l'a précédé directement dans l'histoire : le régime monarchique et le mode de production qui le fonde, c'est-à-dire le féodalisme. Ainsi, chacun des principes de base de la démocratie peut se concevoir comme négation dialectique des principes de base respectifs de la société féodale. À la noirceur traditionnelle de la pensée moyenâgeuse, on oppose la philosophie moderne des Lumières. Au statut social désigné par la naissance de la féodalité, on oppose la moderne égalité des citoyens. À la foi religieuse, on oppose à la rationalité et la méthode scientifique. Enfin, au gouvernement d'un seul, le monarque, on oppose le gouvernement du peuple, bref la démocratie.

Au niveau idéal, c'est-à-dire au niveau des consciences humaines, l'opposition dialectique entre monarchie absolue et démocratie se présenta de la manière suivante :

« Les vieilles doctrines politiques fondées sur des concepts spiritualistes ou même sur la révélation religieuse prétendaient que les forces surnaturelles qui gouvernent la conscience et la volonté des hommes avaient assigné à certains individus, à certaines familles, à certaines castes, la tâche de diriger et d'administrer la vie collective, en leur confiant par investiture divine le précieux dépôt de « l'autorité ». À cette assertion, la philosophie démocratique qui s'affirma parallèlement à la révolution bourgeoise opposa la proclamation de l'égalité morale, politique, juridique, de tous les citoyens, qu'ils fussent nobles, ecclésiastiques ou plébéiens, et elle voulut transférer la « souveraineté », du cercle étroit de la caste ou de la dynastie, au cercle universel de la consultation populaire fondée sur le droit de vote, qui permet à la majorité des citoyens de désigner selon sa volonté les dirigeants de l'État. »<sup>20</sup>

19. Voir aussi notre texte « La "Démocratie" est le principal ennemi de la classe ouvrière » dans *Révolution ou Guerre* #2. <http://www.igcl.org/La-Democratie-est-le-principal>

20 . « Le principe démocratique », chap. in *Parti et classe*, pp. 67-89, Paris, Éditions Programme communiste, 1975, p. 69.

Encore une fois, il serait fâcheux de se représenter l'histoire de la naissance de la démocratie bourgeoise comme une simple bataille entre différentes idées d'où la démocratie sortie finalement vainqueur. Ce que nous nous représentons habituellement comme le passage des sociétés traditionnelles aux sociétés modernes était fondamentalement le passage révolutionnaire d'un mode de production, la féodalité, à un autre, le capitalisme. En tant que superstructures idéologiques des modes de production, la monarchie accompagna la féodalité tandis que la démocratie est l'alter ego du capitalisme.

Le point de vue de Marx sur la relation entre monarchie et démocratie est intéressant à ce propos. Celui-ci était originaire d'Allemagne, pays étant encore à l'époque sous un régime de monarchie absolue. Les premiers faits d'armes militants de Marx furent au sein même du mouvement démocratique et républicain. Dans le cercle philosophique des jeunes hégéliens, cercle libéral auquel il appartenait de manière critique, on avait l'habitude de caractériser la monarchie prussienne en tant que régime non politique. En effet, la politique était l'affaire privée du monarque et de son entourage immédiat. La société civile, quant à elle, était étrangère à toute vie politique. Dans des termes empruntés à Hegel, Marx dira qu'elle est coupée de la communauté politique, c'est-à-dire que l'ensemble des classes sociales non dominantes, des paysans aux artisans en passant par les bourgeois, n'a pas la possibilité ni le droit de participer à la vie politique. Pour les jeunes hégéliens, le mouvement démocratique autour de 1848 devait en quelque sorte faire accéder la société civile à la communauté politique, ce qui signifie dans nos termes contemporains établir le pouvoir du peuple en renversant le pouvoir du monarque.

Il est possible de considérer avec Marx la nature de la politique comme étant par définition liée aux conflits sociaux, plus particulièrement aux conflits de classes. Après tout, « l'histoire de toutes sociétés jusqu'à nos jours » n'est-elle pas justement « l'histoire de la lutte de classes? »<sup>21</sup> La société féodale est donc pour Marx de nature non politique en ce qu'elle interdit à la société civile toute possibilité de contestation et protestation. À l'inverse, la démocratie est *la société politique par excellence* puisqu'elle permet à toutes les classes de la société à prendre part aux duels sociaux.

La lutte pour la constitution d'un régime démocratique était donc pour Marx d'une importance fondamentale. En effet, l'émancipation politique et l'accession à la communauté politique que permettaient les révolutions bourgeoises rendaient possible la réorganisation des rapports de force entre les classes sociales. L'aristo-

cratie maintenant chassée du pouvoir par la bourgeoisie, une nouvelle lutte s'annonçait au sein de la société moderne : la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Dans ses écrits autour de 1843-1844, Marx présente la démocratie comme la dernière forme d'émancipation *politique*, position que pourraient partager la plupart des libéraux modernes. Fukuyama, auteur de *La fin de l'histoire et le Dernier Homme*, exprime d'ailleurs une idée similaire avec son concept de fin de l'histoire. Mais, Marx dépasse déjà le point de vue libéral en affirmant que l'émancipation politique que la démocratie met en place n'est qu'une émancipation formelle. Elle n'est pas encore l'émancipation réelle et radicale : l'émancipation humaine. Marx montre avec brio que la démocratie émancipe le citoyen, cet être abstrait modelé à l'image de l'entrepreneur capitaliste individuel, au lieu d'émanciper l'être humain concret. Selon Marx, avec l'émancipation politique, « l'homme ne fut donc pas libéré de la religion, il reçut la liberté religieuse. Il ne fut pas libéré de la propriété, il reçut la liberté de propriété. Il ne fut pas libéré de l'égoïsme de l'industrie, il reçut la liberté d'industrie<sup>22</sup>. » En d'autres termes, l'émancipation politique que met en branle la démocratie n'est pas une émancipation des êtres humains face aux rapports de domination et d'exploitation qui les accablent, mais davantage une libération pour le capital des entraves pouvant nuire à sa domination. Bref, malgré la mise en place de garanties juridico-politiques formelles, telle la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, la société bourgeoise est toujours traversée par des antagonismes de classes et des rapports d'exploitation.

La démocratie tente de manière illusoire d'unir en sa communauté politique une société qui reste fondamentalement déchirée par des antagonismes sociaux. Elle tente d'unir des pôles sociaux opposés sous l'égide d'une unité formelle qu'elle nomme peuple ou nation. Mais dans la pratique, il est impossible d'harmoniser et de pacifier les conflits sociaux à moins d'abolir révolutionnairement les classes sociales qui sont à l'origine de ces mêmes conflits sociaux. Mais ce n'est certainement pas là l'objectif de la démocratie. Elle vise au contraire à maintenir les conflits dans un certain cadre acceptable afin que la classe dominante puisse pérenniser sa domination sans trop d'accrocs.

Le fait que Marx ait participé au combat pour la démocratie au milieu du 19<sup>e</sup> siècle et qu'il ait affirmé la nécessité de la démocratie comme forme *transitoire* de la lutte pour l'émancipation entraîna son lot de confusions, certains courants opportunistes du mouvement ouvrier se servant même des arguments de Marx pour tenter d'adapter le socialisme aux principes de la démoc-

21 . Karl Marx, Friedrich Engels, *Manifeste du parti communiste*, Paris, Éditions Flammarion, 1998, p. 73.

22 . Karl Marx, « La question juive », *Invariance*, Série 1, No spécial (1968), p. 19.



cratie bourgeoise. Mais dès 1843, Marx se place déjà explicitement sur le terrain du communisme, et donc hors de la défense de la démocratie pour les cycles ultérieurs de luttes qui verront l'affrontement direct du prolétariat et de la bourgeoisie. Cela s'exprime entre autres par le fait que contre la démocratie libérale, Marx ne défend pas une quelconque vraie démocratie, mais propose la communauté humaine, l'émancipation radicale, bref le communisme. En ce sens, Marx n'est certainement pas un démocrate radical, mais plutôt le critique le plus radical et révolutionnaire de la démocratie.

### Principes de la démocratie bourgeoise

Il serait maintenant utile de montrer comment s'articule cette critique radicale de la démocratie en examinant comment Marx conçoit les deux grands principes de la démocratie : la liberté et l'égalité. La distance politique entre la pensée de Marx et les traditions démocratiques est la mieux exprimée par la conception que ce dernier a des deux principes fondamentaux de la démocratie.

D'abord, il faut introduire une distinction de méthode. La tradition libérale démocratique pense la liberté à travers du prisme de l'individu. Selon Marx, cette conception de la liberté nécessite d'abord que l'être humain soit séparé de sa *gemeinwesen*, c'est-à-dire de son être communautaire, et qu'ainsi soit historiquement créé l'individu isolé et séparé des autres individus. Ces conditions sociohistoriques étant achevées précisément à travers l'émergence des rapports sociaux capitaliste, Marx affirme que

« La liberté est donc le droit de faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. Les limites dans lesquelles chacun peut se mouvoir sans nuire à autrui sont fixées par la loi, de même que la limite de deux champs est fixée par un piquet. Il s'agit de la liberté de l'homme considéré comme une monade isolée, repliée sur elle-même. »<sup>23</sup>

Marx fait donc ici une critique implacable de la nature de la liberté individuelle chère aux régimes démocratiques. Il est intéressant de voir comment Marx présente la liberté à l'aide d'une métaphore par rapport à l'espace (le piquet entre deux champs délimitant une *propriété*). Il y fait une forte association conceptuelle entre la liberté individuelle et la propriété privée, tous deux fondements du capitalisme.

Toujours du point de vue méthodologique, Marx conçoit la liberté du point de vue de la totalité de la communauté humaine, c'est-à-dire en particulier dans la relation des êtres humains avec l'État d'un côté et la relation des mêmes êtres humains avec la nature de l'autre. Marx présente souvent la liberté comme principe antithétique à toute forme d'État. Il avança

ainsi l'aphorisme suivant : « L'existence de l'État est inséparable de l'existence de l'esclavage<sup>24</sup>. » Évidemment, il faut faire une nuance ici. Quand Marx parle d'esclavage, il ne désigne pas spécifiquement l'esclavage en tant que traite et mode de production, par exemple l'exploitation dont furent victimes les Africains et leurs descendants aux États-Unis, mais plus généralement toute situation de non-liberté, c'est-à-dire tout rapport de domination ou d'exploitation, incluant évidemment les rapports sociaux capitalistes. En d'autres termes, là où il y a un État, il n'y a pas de liberté pour l'humanité. Marx conçoit donc la réalisation de la liberté non dans l'extension toujours accrue des libertés individuelles que viendrait garantir un État démocratique, mais dans l'abolition révolutionnaire de l'État.

Un autre aspect de la conception de la liberté de Marx concerne le rapport entre l'humanité et la nature. Ici, le rapport dialectique s'exprime par l'opposition entre nécessité et liberté. Selon Marx, tant que l'humanité n'est pas en mesure de contrôler ses rapports sociaux et son rapport à la nature, elle subit la domination des contraintes naturelles. En d'autres termes, là où il y a la faim, il n'y a pas de liberté pour l'humanité. Encore une fois, Marx ne situe pas la liberté au niveau de l'individu. Il la situe dans la relation qu'une société communiste serait à même d'établir entre l'humanité et la nature. Voilà comment il entend régler théoriquement l'opposition entre nécessité et liberté :

« En fait, le royaume de la liberté commence seulement là où l'on cesse de travailler par nécessité et opportunité imposée de l'extérieur ; il se situe donc, par nature, au-delà de la sphère de production matérielle proprement dite. De même que l'homme primitif doit lutter contre la nature pour pourvoir à ses besoins, se maintenir en vie et se reproduire, l'homme civilisé est forcé, lui aussi, de la faire et de le faire quels que soient la structure de la société et le mode de production. Avec son développement s'étend également le domaine de la nécessité naturelle, parce que les besoins augmentent ; mais en même temps s'élargissent les forces productives pour les satisfaire. En ce domaine, la seule liberté possible est que l'homme social, les producteurs associés règlent rationnellement leurs échanges avec la nature, qu'ils la contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle et qu'ils accomplissent ces échanges en dépensant le minimum de force et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine. Mais cette activité constituera toujours le royaume de la nécessité. C'est au-delà que commence le développement des forces humaines comme fin en soi, le véritable royaume de la liberté qui ne peut s'épanouir qu'en se fondant sur l'autre royaume, sur l'autre base, celle de la nécessité. La condition essentielle de cet épanouissement est la réduction de la journée de

23 Karl Marx, « La question juive », Op. cit., p. 16.

24 . Karl Marx, « Gloses critiques marginales à l'article : Le roi de Prusse et la réforme sociale par un Prussien », *Invariance*, Série 1, numéro 5 (1969), p. 96.

travail. »<sup>25</sup>

Au lieu d'être dominée par les nécessités naturelles, l'humanité ayant conquis la liberté serait en mesure d'établir un métabolisme harmonieux avec la nature afin de répondre à tous les besoins humains. Il est intéressant de noter que dans ce passage Marx fait une sorte d'incursion dans le futur en présentant à partir de son analyse du capital une description de ce que serait une société communiste.

La même distinction méthodologique que nous avons d'abord établie entre la conception bourgeoise et la conception marxiste de la liberté tient tout autant pour le concept d'égalité. Les libéraux pensent l'égalité comme l'égalité de tous les citoyens devant la loi. En d'autres termes, la loi est la même pour tous les individus. Cette conception est encore une fois la négation dialectique de la tradition du moyen-âge où le traitement d'un individu dépendait de son statut social. Par exemple, on peut dire pour simplifier les choses qu'il y avait une loi pour la classe des seigneurs et une autre pour la classe des serfs. Dans la société bourgeoise, au contraire, la loi est la même pour tous, que la personne soit milliardaire ou qu'elle soit chômeuse.

De son côté, Marx fait peu de cas de la notion d'égalité entre les individus. De son point de vue, « ce ne seraient pas des individus différents, s'ils n'étaient pas inégaux<sup>26</sup>. » Le biais méthodologique de la théorie libérale – biais idéologique qui vise à pérenniser un régime d'exploitation – est donc encore une fois de partir de l'individu abstrait et isolé afin de construire son édifice juridico-politique. La critique que Marx fait des rapports sociaux d'exploitation et de domination ne découle pas de l'inégalité considérée comme naturelle entre les individus, mais davantage de la configuration de la société en classes sociales dominantes et dominées. En d'autres termes, l'inégalité n'est pas individuelle, c'est-à-dire entre les individus, mais sociale ou plus précisément entre les classes. Dans le prisme libéral, tel individu est plus fort, plus intelligent, plus entreprenant, etc., qu'un autre individu, ce qui vient expliquer son statut social supérieur, mais toujours mérité. Dans la conception marxiste, il ne fait pas de sens de comparer les individus sans prendre en considération la société qui a produit ces mêmes individus. Plus simplement, en reprenant notre exemple plus haut, le premier individu est inséré dans certains rapports sociaux, il fait partie de la classe des capitalistes, alors que le deuxième est tout aussi inséré dans certains rapports sociaux, il fait partie de la classe des prolétaires. Les conceptions que

les individus se donnent de leur propre positionnement social ne sont que des justifications idéologiques a posteriori, tel le mythe du *self-made man*. La société produit et reproduit des classes sociales fondamentales au fonctionnement de son mode de production.

Il ne fait aucun sens donc pour Marx de chercher à égaliser des individus qui forment des classes sociales antagoniques et où une classe en exploite une autre. Continuant la tradition critique de la démocratie de Marx, *Le principe démocratique* – texte phare de la gauche communiste – affirme que

« La critique marxiste des postulats de la démocratie bourgeoise se fonde en effet sur la définition des caractères de la société actuelle divisée en classes; elle démontre l'inconsistance théorique et le piège pratique d'un système qui voudrait concilier l'égalité politique avec la division de la société en classes sociales déterminées par la nature du mode de production. »<sup>27</sup>

L'égalité devant la loi n'est que formelle parce que cette même égalité sanctionne justement l'exploitation d'une classe par une autre. Ainsi, Marx ne propose pas d'élargir davantage l'égalité des individus ou des citoyens, et même pas plus d'égaliser les classes sociales comme le proposèrent à tort selon lui les socialistes opportunistes s'inspirant de Lassalle dans leur programme de Gotha. Au contraire, il fait la proposition d'abolir les classes sociales. De même, Marx fustige les socialistes de son époque, tel Proudhon, qui se donnaient comme tâche de réaliser et finaliser les idéaux de la révolution bourgeoise qui selon eux auraient été trahies par la bourgeoisie :

« Au demeurant, il se trouve que des socialistes reprennent ces insanités, notamment en France. Ils entendent démontrer que le socialisme est la réalisation des idées de la société bourgeoise énoncées par la Révolution française. Ils affirment entre autres, qu'à l'origine, l'échange, la valeur, etc., représentaient (sous une forme adéquate) le règne de la liberté et de l'égalité pour tous, mais que tous cela a été faussé par l'argent, le capital, etc. (...) Il faut leur répondre : la valeur d'échange, et mieux encore le système monétaire, constituent en fait le fondement de l'égalité et de la liberté; les perturbations survenues dans l'évolution moderne ne sont que des troubles immanents à ce système; autrement dit, la réalisation de l'égalité et de la liberté provoque l'inégalité et le despotisme. »<sup>28</sup>

L'abolition des classes permettrait de matérialiser socialement l'adage communiste suivant : « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins<sup>29</sup>. » Du point de vue de la tradition libérale, ce principe est

25 . Karl Marx, *Le Capital : Livre troisième*, Paris, Éditions sociales, 1976, p. 742.

26 . Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, Paris, Éditions sociales, 2008, p. 59.

27 . « Le principe démocratique », Op. cit., p. 67.

28 . Karl Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique : Tome 2, Chapitre du Capital*, Coll. « 10/18 », Paris, Union générale d'Éditions, 1973, p. 17-18. Nous soulignons.

29 . Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, Paris, Éditions sociales, 2008, p. 60.

inégalitaire. En effet, certains individus dotés de capacités supérieures vont faire un don plus grand à la communauté alors que d'autres individus avec des besoins plus amples vont prendre davantage à la communauté. La gauche communiste commente ainsi cette apparente contradiction en envoyant au passage une flèche bien affûtée au stalinisme :

« Depuis longtemps nous avons fait table rase, en économie, de l'opinion stupide que le marxisme signifie égalité de contribution et de rémunération économique, et ce, même on tant que revendication future. Dans le communisme, le rapport entre effort et consommation, non seulement sera toujours une inégalité, mais cela deviendra indifférent qu'il en soit ainsi.»<sup>30</sup>

En fait, la contradiction qui est ici résolue est la contradiction entre individus et société, entre intérêt individuel et intérêt général. Les individus sont différents, ils ont certains talents particuliers, certaines forces ou faiblesses intrinsèques. Mais ces différences ne doivent pas être significatives ou stigmatisantes parce que tous les individus appartiennent à la même communauté humaine. Et c'est cette même communauté humaine, une fois réalisée, qui sera en mesure de permettre à chaque individu de manifester la totalité de leurs capacités et d'assouvir à la fois tous leurs besoins humains, ce en quoi consiste l'émancipation humaine réelle.

L'essor du capitalisme et l'essor de la démocratie bourgeoise sont indissociablement liés. S'il est vrai que le capitalisme n'est pas apparu sous une forme directement et parfaitement démocratique et que certains capitalismes ont été, pour des raisons particulières dans l'histoire, des régimes totalitaires – du Chili de Pinochet en passant par l'Allemagne nazi – il est fondamental de constater que l'habitat naturel du capitalisme reste la démocratie.

Il est important de distinguer deux phases distinctes dans l'histoire du capitalisme. La première phase, que Marx nomme la domination formelle du capital et qui inclut le processus d'accumulation primitive, désigne la phase où le capital émerge et dissout les anciens rapports sociaux traditionnels. Pour ce faire, le capitalisme prend nécessairement une forme plutôt autoritaire et peu démocratique. À titre d'exemple, on n'a qu'à citer le vote censitaire dans la plupart des jeunes démocraties d'occident aux 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles ou encore l'établissement des *workhouses* anglaises de la même période. Mais même le goulag russe et le grand bond en avant chinois apparaissent eux aussi comme des formes toutes aussi autoritaires d'émergence d'un capital national. Entre l'accumulation primitive européenne et les régimes autoritaires du bloc de l'est

au 20<sup>e</sup> siècle, il y a en effet davantage une différence de forme, liée aux époques différentes, que de fond.

Une fois que le capitalisme entre dans sa phase de domination réelle, c'est-à-dire qu'il a détruit avec succès toutes les anciennes formes sociales et a établi sa domination absolue sur les rapports sociaux, il peut lâcher du lest et devient ainsi de plus en plus libéral au sens moderne du terme. Si l'on reprend nos exemples cités plus haut, l'Angleterre est aujourd'hui bien plus démocratique qu'elle l'était durant le 18<sup>e</sup> siècle. De même, la Russie et la Chine sont elles aussi bien plus démocratiques qu'elles l'étaient au milieu du 20<sup>e</sup> siècle, malgré le fait que ce sont des régimes qui sont jugés en occident comme étant non démocratiques. Cependant, ce progrès des institutions démocratiques dans l'histoire ne doit pas être conçu comme le progrès constant et indéfini de l'idéal démocratique. Il est au contraire le résultat du *progrès du développement capitaliste*. En d'autres termes, le lien fort entre le capitalisme et la démocratie se situe précisément dans l'interaction entre la compétition économique entre les individus intrinsèque au capitalisme d'un côté et la compétition entre les mêmes individus sur la place publique concernant les décisions à prendre, caractéristique fondamentale de la démocratie, de l'autre.

Le capitalisme et la démocratie partagent aussi une autre caractéristique importante qui exprime leur nature intimement liée. Il s'agit du dynamisme intégrateur. Tout comme le capitalisme, la démocratie intègre tout ce qui y est extérieur. Tout groupe social opprimé et se sentant ainsi extérieur à la communauté politique de la démocratie peut contester l'ordre social actuel. Qu'il s'agisse du prolétariat, des femmes ou encore des peuples opprimés, la force de la démocratie réside justement en sa capacité à promettre le statut de citoyen – des droits, une voix, la fin d'une discrimination, la reconnaissance, etc. – à tous ceux qui contestent l'ordre social. Mais l'envers de cette promesse est précisément l'obligation pour les nouveaux admis dans la grande famille démocratique de ne pas contester son dogme et surtout le mode de production que ce dogme protège : le capitalisme.

Ce dynamisme intégrateur caractérisant à la fois la démocratie et le capitalisme est réellement leur mode d'existence. Le dynamisme de la démocratie vise avant tout à la conservation sociopolitique, c'est-à-dire au maintien du strict statu quo politique quant au fond tout en assurant un dynamisme constant et illimité concernant la forme. Le dynamisme du capitalisme quant à lui se situe plutôt au niveau socioéconomique. En effet, la logique même de l'accumulation du capital le pousse toujours à produire davantage et plus rapidement qu'hier. Il doit en permanence dépasser ses

30 . « Fantômes carlyliens », *Invariance*, Série 1, Numéro 5 (1969), p. 47. Nous soulignons.

propres limites sous peine de s'enfoncer dans ses propres contradictions immédiates.

Il est alors ironique de voir certains apologistes gauchistes de la démocratie préconiser et valoriser le dynamisme de la démocratie comme moyen de l'émancipation. Ce qu'ils ne peuvent percevoir à cause de leur positionnement politique, c'est que le dynamisme de la démocratie est exactement de même nature que le dynamisme du capitalisme dont Marx avait déjà en 1848 fait la description saisissante :

« Le bouleversement constant de la production, l'ébranlement incessant de toutes les conditions sociales, l'insécurité et l'agitation perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes les antérieures. Tous les rapports bien établis, figés par la rouille, avec leur cortège de conceptions et d'idées surannées et vénérables sont dissous; tous les rapports nouveaux tombent en désuétude avant d'avoir pu se scléroser. Toute hiérarchie sociale et tout ordre établi se volatilisent, tout ce qui est sacré est profané et les hommes sont enfin contraints de considérer d'un œil froid leur position dans la vie, leurs relations mutuelles.»<sup>31</sup>

Capitalisme et démocratie vont de pair. Il ne fait pas de sens de rejeter le premier en basant son argumentation sur les principes découlant de la seconde.

### Effets politiques de la démocratie

Nous avons vu les conditions d'émergence de la démocratie bourgeoise en tant que forme superstructurelle de l'instauration de la domination de la classe capitaliste à la fin du moyen-âge. Bien que les grandes révolutions bourgeoises n'aient jamais instauré la démocratie dans sa forme pure, les idéaux portés par ces révolutions étaient informés par les principes fondateurs de la démocratie, c'est-à-dire les notions de liberté et d'égalité. Nous avons ensuite montré en quoi ces deux importantes notions sont tout autant des notions découlant des rapports sociaux capitalistes.

Maintenant, une fois la démocratie instaurée, il reste à se questionner sur ses effets sociopolitiques concrets. Du point de vue de la tradition marxiste radicale, la démocratie est loin d'être le moyen privilégié de l'émancipation humaine. Elle est au contraire une des formes les plus puissantes de conservation sociale. En effet, les autres régimes comme la monarchie absolue traditionnelle ou les formes d'autoritarismes modernes, que l'on pourrait qualifier de non politique en accord avec la pensée de Marx telle que nous l'avons explicité plus haut, n'étaient pas tellement efficaces pour contrôler et réprimer la contestation sociale qui leur était extérieure. Ces régimes étaient obligés d'opter pour la répression violente continue qui produit alors encore plus de contestations. Le cas de la démoc-

ratie est bien différent puisqu'elle accepte et intègre toutes contestations. À la condition que les contestataires délaissent leur critique de l'ordre – du capitalisme spécifiquement – ils ont absolument droit d'entrer dans la communauté politique démocratique. La démocratie étend toujours le cercle de sa communauté politique à davantage de citoyens. Cela a pour effet de désarmer pratiquement instantanément les conflits sociaux pour les ramener dans le cadre de ce qui est acceptable pour l'ordre établi.

Mais il y a un aspect encore plus fondamental au caractère foncièrement conservateur de la démocratie une fois qu'elle a joué son rôle révolutionnaire face au féodalisme. Marx et Engels ont défendu la conception selon laquelle

« Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose, du même coup, des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises du même coup à cette classe dominante. »<sup>32</sup>

Si ce passage est devenu un vulgaire lieu commun du « marxisme académique », à force de le citer à répétitions, son contenu critique face la démocratie est laissée en angle mort. En effet, si les idées dominantes d'une société sont toujours les idées que colporte la classe dominante grâce à sa puissance matérielle et idéelle, la compétition démocratique sur la place publique donnera nécessairement raison à chaque fois à la classe dominante. Il est dès lors facile pour les penseurs favorables au capitalisme de fétichiser la démocratie. C'est une joute politique où la classe qui impose les règles sort invariablement vainqueur par la force des choses.

Cela vient donner encore plus de poids à l'argument selon laquelle la démocratie est le régime le plus efficace pour maintenir l'ordre social actuel. Selon Lénine,

« La croissance du mouvement révolutionnaire prolétarien dans tous les pays suscite les efforts convulsifs de la bourgeoisie et des agents qu'elle possède dans les organisations ouvrières pour découvrir les arguments philosophico-politiques capables de servir à la défense de la domination des exploiters. La condamnation de la dictature et la défense de la démocratie figurent au nombre de ces arguments. »<sup>33</sup>

31 . Karl Marx, Friedrich Engels, *Manifeste du parti communiste*, Op. cit., p. 77.

32 . Karl Marx, Friedrich Engels, *L'Idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1970, p. 74. Les emphases sont de Marx et Engels.

33 . Lénine, *Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne*, 1<sup>er</sup> congrès de l'Internationale Communiste, mars 1919, [https://www.marxists.org/francais/inter\\_com/1919/ic1\\_19190](https://www.marxists.org/francais/inter_com/1919/ic1_19190)

Le courant de la gauche communiste, dont la rupture avec la démocratie était plus qu'assumée, tenta à partir du passage précédemment cité de *L'Idéologie allemande* de déployer la critique marxiste de la démocratie dans toute son ampleur : « *La démocratie électorale bourgeoise court au-devant de la consultation des masses, car elle sait que la majorité répondra toujours en faveur de la classe privilégiée, et lui déléguera volontairement le droit de gouverner et de perpétuer l'exploitation.* »<sup>34</sup> Si la démocratie est la forme politique par excellence de la conservation sociale, il faut donc trouver la voie de l'émancipation ailleurs.

Mais cette autre voie n'est-elle pas justement dans les conceptions alternatives de la démocratie proposées par les différentes variantes de la gauche bourgeoise telles que la démocratie directe, la démocratie participative ou encore la démocratie radicale? La critique marxiste de la démocratie libérale vaut tout autant pour toutes les sortes de démocratie directe. En effet, les diverses conceptions alternatives de la démocratie gardent et valorisent tous les présupposés de la démocratie libérale, la liberté et l'égalité, mais tente d'en corriger les mauvais côtés. Cela vaut autant pour les défenseurs du mode de scrutin proportionnel qui désirent une représentation parfaite que pour les défenseurs de la démocratie directe qui rejettent le principe même de la représentation. La critique de la représentativité est bien superficielle en ce qu'elle fait l'impasse sur la nature de la démocratie qui, sous l'illusion de l'égalité des citoyens, valorise l'existence des classes sociales et par conséquent l'exploitation d'une classe par une autre.

La démocratie a depuis plus d'un siècle servi de prétexte aux diverses gauches bourgeoises – de la social-démocratie la plus libérale à l'anarchisme le plus radical – pour tenter de préserver le capitalisme durant ses pires crises politiques. On n'a qu'à penser à la Première Guerre mondiale où les socialistes allemands sont partis en guerre contre les Alliés avec pour justification la défense de la *civilisation* allemande contre les barbares russes, alors que les socialistes des pays alliés sont eux aussi allés à la guerre pour défendre, par exemple dans le cas de la France, les valeurs républicaines et démocratiques, contre la barbarie teutonne. Dans les deux cas, les socialistes allemands et français abandonnaient la perspective marxiste pour défendre leur propre capital national, et ce, avec comme prétexte la défense de la « vraie démocratie ». La gauche communiste analysait de cette façon le rapport de la gauche démocratique avec la révolution :

« *C'est ainsi qu'au lieu de développer une action et une propagande marxistes, c'est-à-dire de combattre toutes les*

*conceptions bourgeoises, religieuses, nationalistes et démocratiques, les neuf dixièmes des militants socialistes se sont transformés en un chœur de pleureuses se lamentant sur les contradictions des prêtres, des gouvernants et des démagogues infidèles à leurs promesses. Et c'est ainsi que le mouvement socialiste traditionnel a fini par tenter de sauver les idéologies bourgeoises de la banqueroute au lieu de profiter de celle-ci pour aller victorieusement de l'avant.* »<sup>35</sup>

C'est exactement ce qui différencie les conceptions de la démocratie radicale d'avec la critique radicale de la démocratie. Les premiers perçoivent certains problèmes relatifs à l'exercice de la démocratie et tentent de résoudre ces problèmes en accord avec la logique démocratique elle-même. Ce faisant, ils pérennisent et rénovent les idéologies bourgeoises, dont la démocratie est au fondement. La seconde, quant à elle, tente d'utiliser les moments de crises sociales et d'affaiblissement de l'idéologie bourgeoise – on n'a qu'à penser à la Commune de Paris, la révolution d'Octobre ou encore Mai '68 – pour s'engager dans la voie de la révolution sociale. Mais la voie révolutionnaire n'est pas la voie du perfectionnement infini des principes de la démocratie, elle implique au contraire une rupture claire avec ces principes, rupture dont la gauche communiste exprime clairement la nature :

« *La dictature du prolétariat, pour nous, n'est pas une démocratie consultative transposée à l'intérieur du prolétariat, mais la force historique organisée qui, suivie à un moment donné par une partie du prolétariat, et pas forcément par la majorité, exprime la pression matérielle qui fait sauter le vieux mode de production bourgeois pour ouvrir la voie au nouveau mode de production communiste.* »<sup>36</sup>

En d'autres termes, il importe peu à la révolution qu'elle soit l'expression d'une volonté majoritaire, mais elle doit être suffisamment massive pour pouvoir renverser matériellement le vieux monde et laisser surgir le nouveau.

Revenons un instant à l'origine étymologique du terme démocratie. Elle désigne le pouvoir du peuple. Or, comme nous l'avons vu précédemment, le peuple en tant que rassemblement de citoyens égaux est une fabrication idéologique historiquement spécifique de la classe capitaliste. Le peuple si cher aux révolutionnaires bourgeois est en fait déchiré par un antagonisme de classes. Par conséquent, le communisme vise non à revigorer le peuple en perpétuant son conflit de classe interne indéfiniment, mais à abolir les classes sociales. L'abolition des classes qui composent le *demos* est en même temps l'abolition de ce même *demos*. En abolis-

[304a.htm](#)

34 . « Parti et Classe », chap. in *Parti et classe*, pp. 41-49, Paris, Éditions Programme communiste, 1975, p. 45.

35 . « Le rapport de force des forces sociales et politiques en Italie », chap. in *Communisme et fascisme*, pp. 54-66, Lyon, Éditions Programme communiste, 2001, p. 56. Nous soulignons.

36 . *Invariance du marxisme*, Lyon, Éditions Programme communiste, 2009, p. 46.

sant le *demos* qui se crée historiquement par le processus de séparation des êtres humains de leur être social (*gemeinwesen*), corollaire à la division de la société en classe et dont le capitalisme est l'apothéose, la révolution instaure la communauté humaine. La nouvelle société n'aurait donc plus besoin d'aucun pouvoir séparé afin de fonctionner :

« Une fois que les différences de classes auront disparu au cours du développement et que toute la production sera concentrée entre les mains des individus associés, les pouvoirs publics perdront leur caractère politique. Le pouvoir politique au sens propre est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre. Lorsque dans sa lutte contre la bourgeoisie le prolétariat s'unit nécessairement en une classe, qu'il s'érige en classe dirigeante par une révolution et que, classe dirigeante, il abolit par la violence les anciens rapports de production, il abolit du même coup les conditions d'existence de l'opposition des classes, des classes en général et par suite sa propre domination de classe. »<sup>37</sup>

C'est exactement ce qu'Engels exprimait en reprenant l'idée saint-simonienne selon laquelle « le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses. »<sup>38</sup>

Mais s'il n'y a plus de médiations politiques ni de démocratie, comment la société fonctionnera? Qui décidera? En effet, le citoyen de la société démocratique actuelle est frappé du même vertige à l'idée qu'une société future pourrait fonctionner sans que personne prenne formellement de décision que l'aristocrate du moyen-âge à qui l'on rétorquait qu'une assemblée de citoyens rationnels devaient prendre les décisions à la place du Roi et de Dieu. La question est mal posée puisqu'elle se situe toujours sur le terrain du politique. Il est possible, à partir de l'analyse matérialiste de la société capitaliste d'entrevoir relativement concrètement comment fonctionnerait une société sans classe :

« Or le mode de production communiste fera s'évanouir tous les antagonismes sociaux, toutes les divisions et oppositions qui déchirent l'humanité. Il fera s'évanouir automatiquement toute domination, toute coercition, toute autorité distincte de

la société. Il fera donc disparaître toute forme de pouvoir, même cette « démocratie vraiment démocratique » dont rêvent les petits-bourgeois. Car la démocratie « idéale » elle-même ne peut être qu'une forme d'oppression, la manifestation d'antagonismes sociaux. C'est la société humaine elle-même qui, sans aucun appareil de direction ou de coercition, dirigera et réglera elle-même ses propres activités. Comment? Il nous est difficile de le saisir maintenant, emmurés que nous sommes dans une société de classe, mais ce sera tout simplement et spontanément par un mécanisme diffus qui imprégnera toute la vie sociale, qui sera la vie sociale, la vie humaine. Ce serait bien le diable si l'humanité n'arrivait pas à se faire connaître à elle-même ses propres besoins ! »<sup>39</sup>

En fait, la discipline de l'anthropologie<sup>40</sup> nous a déjà donné une variété d'exemples très concrets de sociétés de chasseurs-cueilleurs qui fonctionnaient exactement de cette façon, c'est-à-dire sans pouvoir politique séparé. Le dépassement de la démocratie par le communisme, l'extinction du pouvoir politique, bref l'instauration de la communauté humaine, bouclerait ainsi la boucle de l'arc historique qui sépare le communisme passé des communautés étriquées de chasseurs-cueilleurs et le communisme mondial futur, faisant de la société de classes une courte parenthèse bien tragique pour l'humanité.

Robin, décembre 2022

37 . Karl Marx, Friedrich Engels, Manifeste du parti communiste, Op. cit., p. 101.

38 . Friedrich Engels, *Anti-Dühring*, Paris, Éditions sociales, 1977, p. 317.

39 . « La société communiste », *Programme communiste*, Numéro 17 (1961), p. 20.

40 . Pensons d'abord à Morgan, bien sûr, dont Marx et Engels appréciaient grandement les travaux. Mais on peut aussi considérer avec une certaine distance critique les travaux de Clastres, Sahlins, Testart, Darmangeat, etc.

**• La revue *Révolution ou Guerre* en français est en vente aux endroits suivants :**

**Canada (Québec)**

- Le Port de Tête 262, avenue du Mont-Royal Est, Montréal H2T 1P5
- Zone Libre 262 Ste-Catherine est, Montréal
- Le Livre Voyageur 2319 Bélanger est, Montréal
- Côté gauche 33 rue du Marché, Salaberry-de-Valleyfield

**France**

- La Brèche, 27 rue Taine 75012 Paris
- Parallèles, 47 rue Saint Honoré 75001 Paris
- Quilombo, 23 rue Voltaire, 75011 Paris
- Odeur du temps, 35 rue Pauillon 13001 Marseille
- La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon.

**La revue *Revolution or War* en anglais est en vente aux endroits suivants :**

**Hongrie**

- Gondolkodo Logodi utca, 51 H-Budapest-1012

**Royaume-Uni**

- Housmans Bookshop 5 Caledonian Road, London

**Canada (Colombie-Britannique)**

- Spartacus Books, 101-1983 Commercial Drive, Vancouver, V5N 4A8

La revue est aussi disponible en pdf en écrivant à : [intleftcom@gmail.com](mailto:intleftcom@gmail.com)

**Sommaire de *Révolution ou Guerre* #20 (Février 2022)**

Crise et perspective de guerre généralisée ? Une seule réponse : l'internationalisme prolétarien  
Reprise des luttes prolétariennes et poussées vers la guerre généralisée :  
la question du cours historique  
Ukraine et Taiwan : poudrières dans un monde impérialiste menaçant (CWO - TCI)  
24<sup>e</sup> Congrès du Courant Communiste International : la barque de la Décomposition prend l'eau  
Premiers commentaires et questions autour de notre plateforme  
Correspondance à propos de notre plateforme :  
Pourquoi se revendiquer exclusivement du combat de la Gauche d'Italie ?  
Contribution : marxisme et connaissance

## NOS POSITIONS DE BASE

- Le GIGC considère et définit l'ensemble de ses activités, internes comme externes, en fonction et comme des moments du combat pour la constitution du parti politique mondial du prolétariat, outil indispensable pour le renversement du capitalisme et l'établissement de la société communiste.
- Outre l'intervention dans les luttes du prolétariat, le GIGC mène ce combat tout particulièrement dans le camp prolétarien international. Celui-ci est composé des groupes politiques révolutionnaires défendant et partageant les positions de classe du prolétariat, en particulier l'internationalisme prolétarien et la nécessité de la dictature de classe du prolétariat.
- Le GIGC se revendique des Première, Deuxième et Troisième Internationales et du combat des fractions de gauche en leur sein. Tout particulièrement, il se revendique du combat de la fraction de gauche du PC d'Italie au sein de l'Internationale communiste contre sa dégénérescence stalinienne et des apports programmatiques qu'elle a pu développer et nous léguer jusqu'à aujourd'hui.
- Seul le prolétariat, classe exploitée et révolutionnaire à la fois, est en capacité de détruire le capitalisme et d'instaurer le communisme, la société sans classe. La conscience de cette révolution, la *conscience communiste* est produite par la lutte historique du prolétariat. Pour qu'elle puisse se matérialiser, se défendre et se développer, le prolétariat produit des minorités communistes qui s'organisent en parti et qui ont pour fonction permanente de porter cette conscience communiste et la retourner à l'ensemble du prolétariat.
- Expression la plus haute de cette conscience, le parti – ou, en son absence, les fractions ou groupes communistes – constitue et doit assumer la direction politique du prolétariat. En particulier, le parti est l'organe qui, seul, peut mener le prolétariat à l'insurrection et à la destruction de l'État capitaliste, et à l'exercice de la dictature du prolétariat.
- Le parti s'organise et fonctionne sur la base des principes qui régissent la lutte révolutionnaire du prolétariat, l'*internationalisme prolétarien* et le *centralisme* comme moments de son unité internationale et de son combat. Le parti se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme parti international et centralisé. Le GIGC se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme groupe international et centralisé.
- Le parti, tout comme le GIGC, fonde son programme, ses principes, ses positions politiques et son action sur la théorie du *matérialisme historique*. En expliquant le cours de l'histoire par le développement de la lutte des classes et en reconnaissant le prolétariat comme classe révolutionnaire, il est la seule conception du monde qui se place du point de vue de celui-ci. Il est la théorie du prolétariat révolutionnaire.
- Ce n'est que suite à l'insurrection victorieuse et la disparition de l'État bourgeois que le prolétariat pourra s'organiser en classe dominante sous la direction politique de son parti. Sa domination de classe, la dictature du prolétariat, s'exerce au moyen des conseils ouvriers, ou soviets. Ceux-ci ne peuvent se maintenir comme organisation unitaire du prolétariat qu'à la condition de devenir *organes de l'insurrection et organes de la dictature de classe*, c'est-à-dire en faisant leur les mots d'ordre du parti.
- La dictature du prolétariat consiste à utiliser le pouvoir de classe de ses organisations de masse, les conseils ou soviets, pour abolir le pouvoir économique de la bourgeoisie et assurer la transition vers une société communiste sans classe. L'État de la période de transition, de la dictature de classe, entre capitalisme et communisme est appelé à disparaître avec la disparition des classes, du prolétariat lui-même et de son parti, et l'avènement de la société communiste.
- Depuis la Première Guerre mondiale en 1914, la guerre impérialiste généralisée et le capitalisme d'État sont les principales expressions de la phase historique de décadence du capitalisme.
- Face au développement incessant du capitalisme d'État, le prolétariat ne peut opposer que la recherche de son unité dans toutes ses luttes, même les plus limitées ou localisées, en prenant en charge leur extension et leur généralisation. Toute lutte ouvrière, même la plus limitée, s'affronte à l'appareil d'État comme un tout auquel le prolétariat ne peut opposer que la perspective et l'arme de la *grève*

*de masse.*

- À l'époque du capitalisme d'État dominant, les syndicats comme un tout, direction comme sections de base, sont des organes à part entière de l'État bourgeois en milieu ouvrier. Ils visent à maintenir l'ordre capitaliste dans ses rangs, à encadrer la classe ouvrière et à prévenir, contrer et saboter toute lutte prolétarienne, en particulier toute extension, généralisation et centralisation des combats prolétaires. Toute défense des syndicats et du syndicalisme est contre-révolutionnaire.
- À l'époque actuelle, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis dits ouvriers, « socialistes », « communistes », les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), ou encore se présentant comme anti-capitalistes, constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de front populaire, front anti-fasciste ou front unique mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat. Toute politique frontiste avec des partis de gauche de la bourgeoisie est contre-révolutionnaire.
- À l'époque actuelle, le parlement et les campagnes électorales, et de manière générale la démocratie bourgeoise, ne peuvent plus être utilisés par le prolétariat pour son affirmation en tant que classe et pour le développement de ses luttes. Tout appel à participer aux processus électoraux et à voter ne fait que renforcer la mystification présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités et, à ce titre, est contre-révolutionnaire.
- Le communisme nécessite l'abolition consciente par le prolétariat des rapports sociaux capitalistes : la production de marchandises, le travail salarié et les classes. La transformation communiste de la société par la dictature du prolétariat ne signifie ni autogestion, ni nationalisation de l'économie. Toute défense de l'un ou l'autre est contre-révolutionnaire.
- Les pays dits « socialistes » ou bien même « communistes », l'ex-URSS et ses satellites d'Europe de l'Est, la Chine, Cuba, le Vietnam, ou encore le Venezuela de Chavez, n'ont été que des formes particulièrement brutales de la tendance universelle au capitalisme d'État. Tout soutien, même critique, au caractère soit-disant socialiste ou progressiste de ces pays est contre-révolutionnaire.
- Dans un monde désormais totalement conquis par le capitalisme et où l'impérialisme s'impose à tout État, toute lutte de libération nationale, loin de constituer un quelconque mouvement progressif, se résume en fait à un moment de l'affrontement constant entre impérialismes rivaux. Toute défense de l'idéologie nationaliste, du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », de toute lutte de libération nationale est aujourd'hui contre-révolutionnaire.
- Par leur contenu même, les luttes *parcellaires*, anti-racistes, féministes, écologistes, et autres aspects de la vie quotidienne, loin de renforcer l'unité et l'autonomie de la classe ouvrière, tendent au contraire à la diviser et la diluer dans la confusion de catégories particulières (races, sexes, jeunes, etc.). Toute idéologie et mouvement prônant *identitarisme*, *anti-racisme*, etc., au nom de l'*intersectionnalité* des luttes, sont des idéologies et des mouvements contre-révolutionnaires.
- Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, le terrorisme constitue toujours un terrain privilégié pour les manipulations et les provocations d'ordre policier de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- Le GIGC combat, dès aujourd'hui, pour que le futur parti se constitue sur la base programmatique des principes et positions qui précèdent. La constitution formelle du parti s'impose dès lors que l'intervention, les orientations et les mots d'ordre des groupes ou fractions communistes deviennent un élément et un facteur matériels permanents de la situation, du rapport de force entre les classes. Alors, la lutte immédiate pour la constitution formelle du parti s'impose et devient urgente.